

ÉTAT DE L'ÉDITION
savante francophone
en sciences humaines
et sociales au Québec

CHEZ C. J. FANCKOUCKE, Libraire, rue de la Comédie Française, au Palais National

M. DCC. LXIV

AVEC PRIVILÈGE DU ROI

Rédaction et analyse:

Béatrice Lefebvre, assistante de recherche

Comité de coordination :

Robert Dion (UQAM), Voix et Images

Luc Bonenfant (UQAM), Voix et Images

Anne Éline Cliche (UQAM), Voix et Images

Michel Parazelli (UQAM), Nouvelles Pratiques sociales

Éric Duchemin (UQAM), [VertigO] — la revue électronique en sciences de l'environnement

Comité de suivi :

Sandra Breux (INRS-UCS), Environnement urbain

Alain A. Grenier (UQAM), Téoros

Martin Drouin (UQAM), Téoros

Hervé Guay (UQTR), Tangence

Claude La Charité (UQAR), Tangence

Roxanne Roy (UQAR), Tangence

Diane Laflamme (UQAM), Frontières

Joseph Levy (UQAM), Frontières

Lucie Sauvé (UQAM), Éducation relative à l'environnement — Regards, recherches, réflexions

Nathalie Lewis (UQAR), [VertigO] — la revue électronique en sciences de l'environnement

Laurence Charton (INRS), Enfances Familles Générations

Soutien financier :

Fonds de développement académique du réseau (FODAR) de l'Université du Québec (2014) - volet 1 :
Actions stratégiques en formation, en recherche et en création

Sources des images de la page couverture:

Photo by Eddie Espinal on Reshot https://www.reshot.com/photos/soldering-a-circuit-board_rs_QQOYG6

Image du Journal des Sçavans: <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k110168t.image>

Montage graphique:

Béatrice Lefebvre, assistante de recherche

Août 2018



TABLES DES MATIÈRES

Résumé	5
Remerciements	5
Introduction	6
Le contexte économique	6
Le contexte technologique	7
Le contexte du libre accès	7
Méthodologie	10
Portrait de l'échantillon	10
Résultats	13
Portrait général des pratiques éditoriales	13
Modèles économiques des revues	16
Revenus	16
Dépenses	20
L'adaptation au contexte numérique et à la montée du libre accès	28
Conclusion et recommandations	32
Références	35

TABLES DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure 1. Échelle géographique couverte par les thématiques abordées par les revues (n=31)	10
Figure 2. Domaines de recherches des articles publiés (n=31)	11
Figure 3. Objectifs des revues de l'échantillon (n=31)	12
Figure 4. Support de publication de la version numérique (n = 31)	14
Figure 5. Plates-formes de diffusion numérique (n = 31)	14
Figure 6. Type de soutien reçu par les partenaires	15
Figure 7. Nombre de revues ayant déclaré un revenu provenant d'une ou de plusieurs subventions et montants octroyés (n = 25)	17
Figure 8. Nombre de revues bénéficiant de soutien financier de partenaires et montants octroyés (n=10)	17
Figure 9. Nombre de revues bénéficiant d'un revenu provenant d'une plate-forme numérique et montant de ce revenu (n=15)	18
Figure 10. Prix de l'abonnement en fonction du nombre d'abonnés en 2014 (n=16)	19
Figure 11. Nombre de revues ayant déclaré des dépenses pour le comité de rédaction et le suivi des articles (n = 25)	21
Figure 12. Nombre de revues ayant déclaré des dépenses pour la gestion administrative (n= 25)	21
Figure 13. Nombre de revues ayant déclaré des dépenses pour la révision linguistique (n=24)	22
Figure 14. Nombre de revues ayant déclaré des dépenses pour le montage graphique des articles (n=25)	23
Figure 15. Nombre de revues ayant déclaré des dépenses pour l'impression et l'expédition en fonction du support de publication (n=25)	23
Figure 16. Nombre de revues ayant déclaré des coûts pour le site internet, le support technique, la promotion de la revue, l'animation de la communauté et autres dépenses (n=25)	24
Figure 17. Coût d'édition des articles scientifiques	26
Figure 18. Sources de revenus envisagées	26
Figure 19. Utilisation d'outils numériques divers (n=31)	29
Figure 20. Libre accès au contenu des revues de l'échantillon (n=31)	30
Figure 21. Permission aux auteurs d'archiver leurs manuscrits sur des bases de données en libre accès (n=26)	31
Tableau 1. Les articles publiés dans les revues francophones en sciences humaines et sociales au Canada (n=31)	11
Tableau 2. Nombre d'exemplaires vendus en librairies en 2014	19
Tableau 3. Nombre d'heures travaillées par semaine croisé avec la moyenne du nombre d'heures rémunérées, la moyenne du nombre d'articles et de numéros publiés	25
Tableau 4. Qui doit financer la publication scientifique selon les répondantes (n= 31)	27

RÉSUMÉ

En réponse à la crise actuelle dans le monde de l'édition savante, des revues de l'Université du Québec ont coordonné une recherche visant à dresser un portrait des modèles économiques actuels des revues savantes francophones en sciences humaines et sociales ainsi que la place occupée par les technologies numériques et le libre accès. Afin de dresser ce portrait, un sondage en ligne a été envoyé, entre octobre 2015 et février 2016, à une centaine de revues canadiennes en sciences humaines et sociales ayant un contenu francophone. 31 revues ont répondu au questionnaire.

Le modèle économique actuel des revues de notre échantillon est fortement dépendant des revenus provenant de subventions gouvernementales et, pour plusieurs, de revenus tirés des abonnements. Selon nos données, le revenu provenant des plates-formes numériques ne semble pas pouvoir assurer la survie des revues. Pour nos répondantes, la facturation de frais aux auteur.e.s n'est pas envisagée. Enfin, l'édition savante s'appuie fortement sur le travail non rémunéré pour assurer l'ensemble des tâches nécessaires. En effet, les revues de notre échantillon parviennent à combler environ 30% de leurs besoins financiers.

L'intégration des technologies numériques aux pratiques éditoriales reste faible. Pourtant plusieurs outils numériques peuvent être utilisés dans le suivi des manuscrits et la publication ou faciliter la diffusion du contenu auprès des lecteurs. En ce qui concerne le libre accès aux publications, l'accès restreint (12 mois ou 24 mois) est le lot de la majorité, principalement pour des raisons économiques.

En conclusion de ce rapport, nous proposons quelques recommandations aux gouvernements ainsi qu'aux institutions de recherche et d'enseignement pour favoriser la survie et le développement des revues savantes francophones en sciences humaines et sociales.

REMERCIEMENTS

Nous remercions toutes les personnes participantes pour leur temps. Sans le partage des données concernant les revues qu'elles portent et leurs commentaires, cet état de l'édition savante au Québec n'aurait pu être effectué. Nous remercions également l'Université du Québec pour son soutien financier par l'intermédiaire du Fond de développement académique du réseau (FODAR).

INTRODUCTION

Actuellement, il existe des dizaines de milliers de revues scientifiques (tous domaines et toutes langues confondus) (Phillips, 2009). On observe une certaine saturation dans les domaines des sciences naturelles, des technologies et de la médecine, mais on constate l'émergence de nouvelles revues savantes dans les domaines des sciences humaines et sociales (ibid). Malgré la collaboration internationale de plus en plus fréquente, il existe des iniquités géographiques dans le domaine de l'édition savante favorisant les pays industrialisés et les communications en langue anglaise (Cope et Kalantzis, 2009).

Malgré cette multiplication des revues scientifiques, il est essentiel de souligner que ce domaine est actuellement en crise. Cette crise découle principalement du contexte économique de cette activité, mais les nouvelles technologies et la question du libre accès aux publications scientifiques qui obligent les éditeurs à modifier leurs pratiques entrent aussi en ligne de compte.

Le contexte économique

Le contexte économique de cette crise est essentiellement lié au monopole des grands éditeurs commerciaux sur le milieu de l'édition savante (Cope et Kalantzis, 2009). Par exemple, selon un article paru en 2017 dans le quotidien *The Guardian*, la filière scientifique d'Elsevier aurait engendré, en 2010, des profits de 724 millions de livres (£), soit une marge de profit qui était 36% supérieure à celle de Apple, Google et Amazon (Buranyi, 2017). Cette marge de profit astronomique est le résultat du travail non rémunéré des auteurs et des évaluateurs, mais aussi des prix d'abonnements qui ne sont pas soumis à la loi de l'offre et de la demande. En effet, la publication scientifique est un produit de niche et les lecteurs sont des «clients» captifs qui ont besoin des produits des publications pour faire avancer leurs travaux de recherche. En outre, les utilisateurs (lecteurs scientifiques) ne sont généralement pas ceux qui défraient les coûts de ces revues puisqu'ils sont assumés, majoritairement, par les bibliothèques universitaires qui voient leur budget accaparé par ces ressources (Caza, 2015). Les prix ne reflètent donc pas toujours les coûts de publications, que ce soit par une escalade des prix ou une vente à perte (fréquent dans les revues non commerciales) (Cope et Kalantzis, 2009; King, 2007).

De nombreuses publications (voir entres-autres Cope et Kalantzis, 2009; Contat et Gremillet, 2015; King, 2007; Lawson, 2015) traitent de divers aspects économiques résumés précédemment. Nous référons le lecteur qui désire en apprendre davantage sur l'emprise des grands éditeurs sur le domaine de l'édition savante à l'abondante littérature sur le sujet.

Face à ce contexte économique, combien coûte la publication d'une revue scientifique? Les recherches ne s'entendent pas à cet effet, ni les éditeurs (Van Noorden, 2013). Les coûts de publication dépendent des dépenses directement liées aux tâches du processus de publication telles que le suivi des manuscrits, la révision linguistique, la mise en page, l'impression, l'expédition, etc. Elles découlent aussi des charges indirectes telles que la gestion des ressources humaines ou les frais de location d'un local (King, 2007). Ainsi, la structure organisationnelle de l'éditeur peut faire varier ces dépenses notamment lorsqu'un partenaire alloue du matériel à l'éditeur. Ce questionnement sur le coût de l'édition scientifique est au cœur de la recherche présentée dans ce rapport.

Le contexte technologique

Les technologies informatiques ont aussi modifié le milieu de l'édition savante. Selon Phillips (2009), déjà en 2006, 84% des revues en sciences humaines et sociales publiées en anglais étaient accessibles sur internet, quoique non exclusivement publiées sur ce support. Pour les éditeurs, ce format entraîne des réductions de coûts liés à l'impression et à l'expédition. L'environnement numérique permet aussi d'offrir un contenu plus riche (graphiques, photos et tableaux plus détaillés et en quantité moins limitée par l'espace) et plus interactif (hyperliens vers d'autres contenus, recherche simplifiée, etc.). Toutefois, pour pleinement saisir les possibilités offertes par le numérique, il est essentiel de dépasser la simple publication de PDF en ligne (Cope et Kalantzis, 2009). En effet, ce type d'utilisation ne fait que reproduire la communication écrite en version papier. Par contre, l'intégration des possibilités offertes par les outils numériques nécessite une adaptation des pratiques éditoriales et le développement d'une expertise.

Plusieurs outils numériques tels que l'Open Journal System¹ (OJS) permettent des usages multiples tels que le suivi des manuscrits et la publication en ligne, tandis que d'autres, tels que Lodel² (logiciel de gestion de contenu) sont utilisés pour la mise en ligne. Les flux RSS, quant à eux, permettent la création d'alertes pour les veilles informationnelles tandis que les réseaux sociaux facilitent la promotion des activités de la revue à une plus grande communauté de chercheurs et de praticiens en plus de rejoindre le public non scientifique. Enfin, le numérique offre aussi des avantages d'un point de vue du marketing de la revue. Phillips (2009) souligne que certains éditeurs tels que Berkeley Electronic Press donnent un accès libre à certains contenus aux lecteurs qui doivent, en échange, remplir un formulaire dont l'éditeur se sert pour aviser les institutions de l'intérêt de leurs membres pour le contenu offert par l'éditeur. À notre connaissance, l'utilisation de ces divers outils par les revues savantes n'a pas fait l'objet de recherche.

Le contexte du libre accès

En réaction à cette mainmise des grands éditeurs commerciaux et en insistant sur l'importance de l'accès aux résultats de la recherche pour l'avancement des connaissances, le modèle du libre accès est mis de l'avant depuis plusieurs années.

Le libre accès à la littérature scientifique est défini par le Budapest Open Access Initiative comme :

«its free availability on the public Internet, permitting any users to read, download, copy, distribute, print, search, or link to the full texts of (peer- reviewed or pre-print) articles, crawl them for indexing, pass them as data to software, or use them for any other lawful purpose, without financial, legal, or technical barriers other than those inseparable from gaining access to the Internet itself. The only constraint on reproduction and distribution, and the only role for copyright in this domain, should be to give authors control over the

1 Pour plus de renseignements sur cet outil, consulter le site Public Knowledge Project : <https://pkp.sfu.ca/ojs/>

2 Pour plus de renseignements sur cet outil, consulter le site consacré à ce logiciel : <https://www.lodel.org/415>

integrity of their work and the right to be properly acknowledged and cited» (The Budapest Open Access Initiative, 2002)

Ce libre accès peut être obtenu par l'archivage des manuscrits dans des dépôts institutionnels ou des plates-formes gratuites ou encore par l'accès gratuit à des revues savantes.

Le principal argument évoqué en faveur du libre accès s'appuie sur la nature publique de la connaissance scientifique qui doit être accessible par tous (chercheurs et citoyens), peu importe leurs moyens financiers (Cope et Phillips, 2009). En effet, le modèle classique de l'édition savante entrave la diffusion des connaissances scientifiques qui sont nécessaires à l'avancement de la recherche et de la société. Il entraîne par le même fait une perte pour la carrière des chercheurs en raison de la diminution du nombre de citations de leurs articles (Willinsky, 2004). En outre, les résultats des recherches scientifiques, financées en majorité par des fonds publics, doivent à nouveau être achetés par les institutions universitaires et savantes. Le public en général a aussi peu accès à ces résultats (ibid). Pour John Willinsky, le fondateur du Public Knowledge Project, il est donc dans l'intérêt des sociétés savantes et des universités de modifier le système actuel de publication (Willinsky, 2004). Actuellement, les sociétés savantes et les universités financent déjà indirectement ou directement la valorisation de la communication des résultats de recherche (Cope et Kalantzis, 2009). Une étude sur les coûts de publication de la recherche en sciences humaines et sociales en France démontre d'ailleurs que la majeure partie des coûts associés au travail d'édition est financée par les fonds publics et que l'implication d'acteurs privés s'effectuait surtout dans les dernières étapes de publication (correction linguistique, impression, diffusion), étapes qui engendrent des coûts moindres, mais que ces acteurs privés retireraient une part substantielle de profits sur les ventes (Contat et Gremillet, 2015). Cope et Kalantzis (2009), quant à eux, viennent nuancer l'impact économique bénéfique du passage au libre accès, qui permet de libérer une partie des fonds publics investis dans le rachat des résultats de recherches financées par ces mêmes fonds publics, en insistant sur l'apport du système actuel en terme de création d'emploi et de revenu pour certaines associations savantes tout en condamnant le contexte actuel impliquant une part importante de travail non rémunéré derrière chaque publication (le travail des auteurs, des pairs révisant les manuscrits et de nombreux éditeurs qui assument une partie de leur tâche sous forme de bénévolat).

Selon les domaines de recherches et la voie de libre accès choisie, certains auteurs constatent une perte d'intérêts pour les vecteurs de publications conventionnels. Ce constat touche principalement les domaines des sciences naturelles, des technologies et de la médecine, où la durée de vie des résultats est plus courte et où l'auto-archivage des résultats est plus courant, que pour les domaines des sciences humaines et sociales (Cope et Kalantzis, 2009). Pour González Quirós et Gherab (2009), le passage en libre accès des revues savantes pourrait accroître avantageusement la visibilité des recherches publiées dans une autre langue que l'anglais ainsi que les recherches en sciences humaines et sociales qui bénéficient d'une moins grande visibilité que les recherches en sciences naturelles, médecine et technologies. De plus, les technologies informatiques actuelles peuvent faciliter le passage vers un autre modèle économique en vue de favoriser le libre accès aux résultats de recherches scientifiques

(Cope et Kalantzis, 2009). D'autant plus que l'infrastructure technologique est déjà en place dans la majorité des cas.

On retrouve aussi dans la littérature des arguments contre le libre accès et plus particulièrement l'auto-archivage. Les principaux touchent aux risques accrus de fraude scientifique, de publications non pertinentes et de surabondance d'informations. González Quirós et Gherab (2009) nous rappellent toutefois que ces risques existent actuellement, mais que le passage vers le libre accès aurait au moins l'avantage de balancer ces risques accrus par une augmentation de l'accès aux résultats de recherche pour tous.

Dans tous les cas, que les revues décident de continuer de fonctionner sur le modèle économique basé sur les abonnements ou qu'elles se lancent dans le libre accès (complet ou partiel), il est essentiel de bien comprendre les paramètres du modèle économique actuel pour pouvoir assurer la survie des revues. De plus, la compréhension du contexte actuel pourra découler sur des pistes de solutions en vue de saisir les nouvelles opportunités offertes par les avancées technologiques et faire face à la progression du libre accès encouragée par les grands organismes subventionnaires de la recherche.

En résumé, les revues savantes font actuellement face à de multiples crises qui les obligent à s'interroger sur la pertinence stratégique de conserver les pratiques éditoriales et économiques qu'elles ont développées par le passé. La recherche présentée dans ce rapport vise à dresser un portrait des modèles économiques actuels dans le milieu de l'édition savante francophone au Canada ainsi que la place occupée par les technologies numériques et le libre accès.

Plus particulièrement, cette étude s'inscrit dans la recherche de solutions pour assurer la survie et le rayonnement des revues savantes francophones. Comment les relations entre revues, éditeurs, diffuseurs et lecteurs sont-elles affectées ou reconfigurées? Comment les revues peuvent-elles toujours (et mieux) s'en sortir financièrement?

Ainsi, cette recherche comporte plusieurs objectifs :

1. Identifier les outils numériques utilisés par les revues
2. Établir le portrait des modèles économiques des revues
3. Analyser la manière dont les revues font face à la montée du libre accès et des changements de directives des organismes de financement de la recherche au Canada et au Québec.

Pour répondre à ces objectifs et tenter d'offrir des pistes de solutions au contexte actuel, nous avons questionné les personnes les mieux placées pour rendre compte de la situation et des solutions pouvant être envisagées, soit les directeurs et directrices ou les rédacteurs et rédactrices en chef des revues savantes.

La prochaine section présente la méthodologie et une description de notre échantillon. Par la suite, les résultats sont décrits de manière exhaustive. Une brève discussion et des recommandations terminent ce rapport.

MÉTHODOLOGIE

Pour effectuer ce portrait, un sondage en ligne a été distribué par courriel, d'octobre 2015 à février 2016, à une centaine de revues savantes francophones (exclusivement francophone ou ayant une partie de leur contenu en français) en sciences humaines et sociales au Canada. Le sondage étant accessible en cliquant sur le lien, il était possible de transférer celui-ci à d'autres personnes afin de le diffuser auprès du plus grand nombre. Sur cette centaine de revues ciblées, 31 ont répondu à notre questionnaire³.

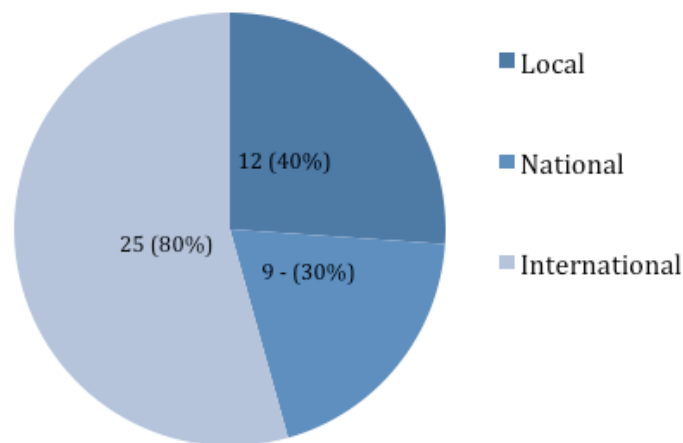
Le questionnaire de sondage comprenait 48 questions visant à dresser un portrait exhaustif de la situation. Le type de réponse à ces questions variait de la réponse bimodale à la question à développement. Le choix des questions a été déterminé par une revue de la littérature et grâce à l'expertise des membres de l'équipe de recherche afin d'adapter celles-ci au contexte de l'édition francophone en sciences humaines et sociales au Canada.

La section suivante décrit notre échantillon en regard de l'âge des revues, le type de support de publication, les domaines des recherches publiées, les objectifs des revues et les partenariats établis.

Portrait de l'échantillon

Notre échantillon est composé de 31 revues savantes publiant en français. La majorité de celles-ci sont éditées au Québec (30 revues) et une en Ontario. Le portrait présenté fait donc état de la situation plus particulière du Québec. L'âge moyen des revues (au moment de l'enquête) était de 27 ans (médiane = 24 ans). Toutes les revues étaient disponibles sur support numérique et plus du deux tiers de celles-ci (21 revues) continuaient de distribuer une version imprimée. Les 10 revues uniquement distribuées en ligne étant beaucoup plus jeunes, moyenne de 12 ans (médiane = 10 ans), que les revues ayant deux supports de publication (papier et numérique) dont la moyenne d'âge est de 35 ans (médiane = 34 ans).

Figure 1. Échelle géographique couverte par les thématiques abordées par les revues (n=31)



La majorité des revues de notre échantillon publient des articles dont les thématiques concernent des enjeux internationaux, mais les articles concernent également des thématiques propres au contexte local ou national.

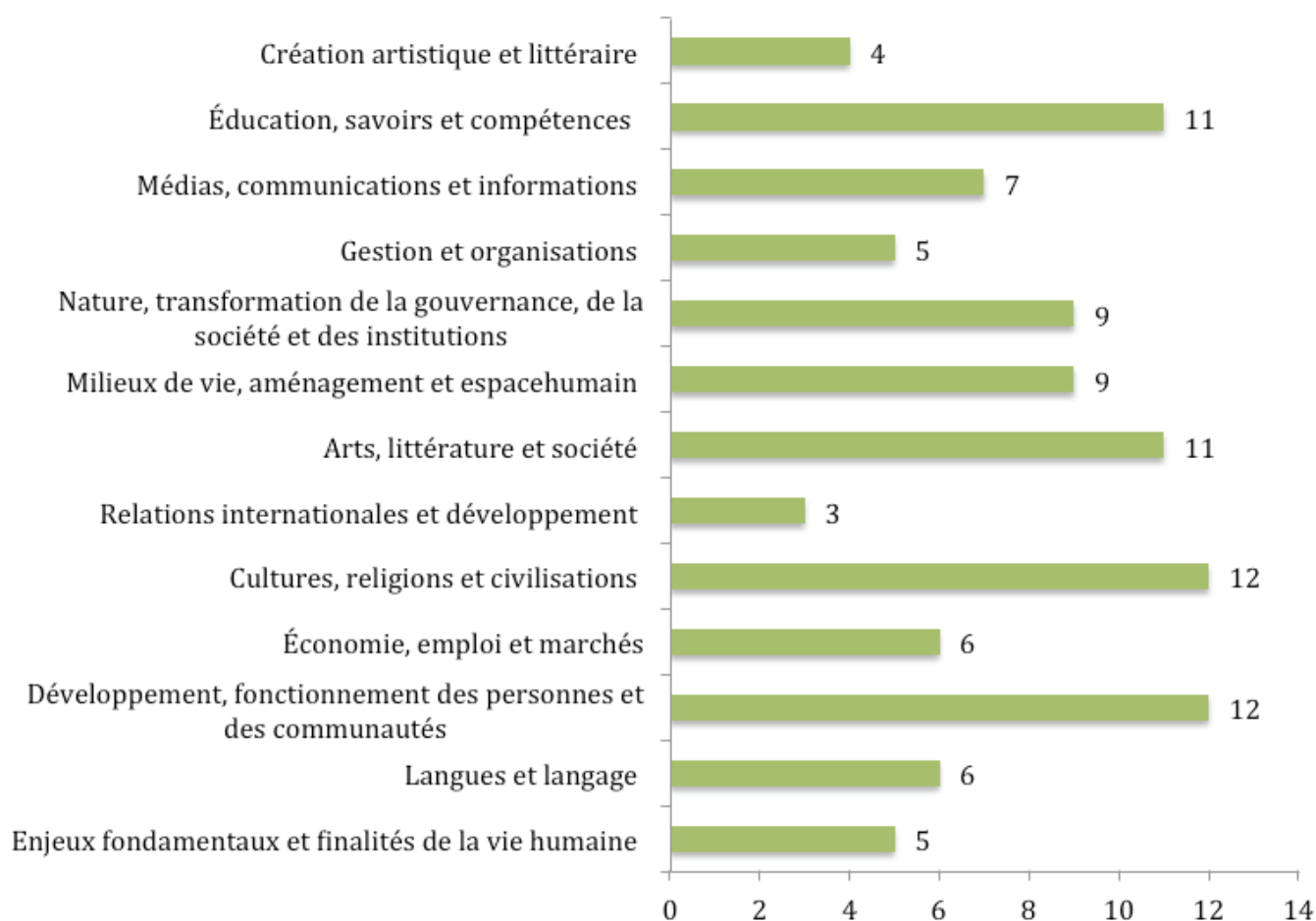
³ Nous avons 44 répondantes, mais le bris d'un serveur à l'UQÀM sur lequel était hébergé notre sondage Lime Survey a entraîné une perte de données.

Tableau 1. Les articles publiés dans les revues francophones en sciences humaines et sociales au Canada (n=31)⁴

Disciplinaires	12 répondantes
Multidisciplinaires	13 répondantes
Interdisciplinaires	13 répondantes
Pratiques	2 répondantes

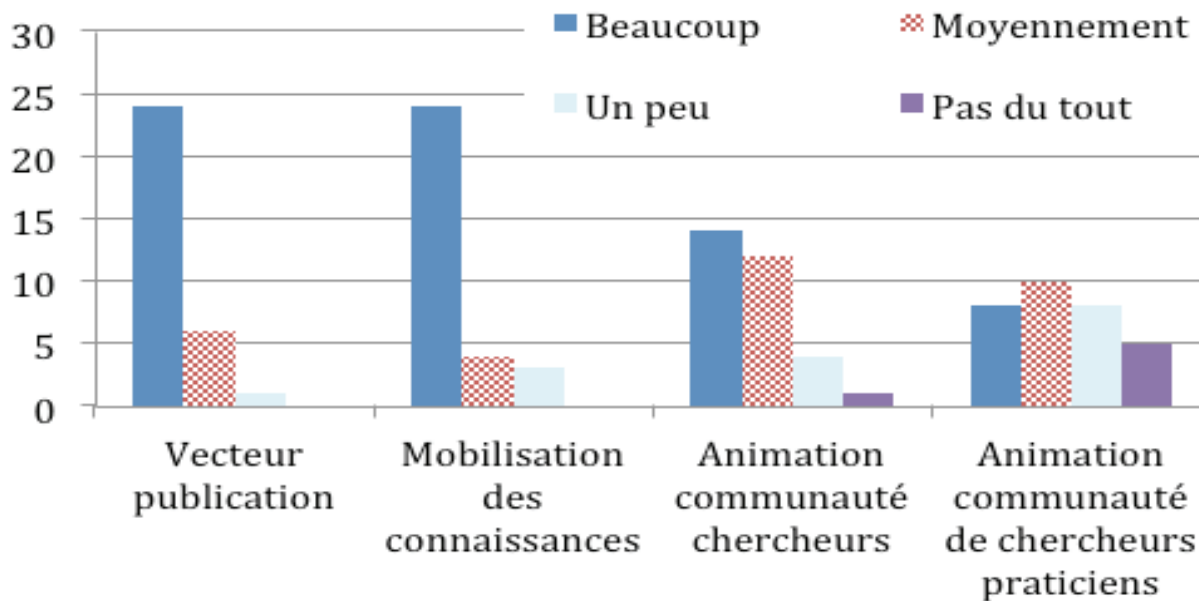
Les revues de l'échantillon publient à la fois des articles disciplinaires, mais aussi multidisciplinaires et interdisciplinaires (Tableau 1). Les domaines de recherche touchés par les publications démontrent bien cette diversité des publications (Figure 2).

Figure 2. Domaines de recherches des articles publiés (n=31)



4 Les répondantes pouvaient choisir plusieurs choix à cette question.

Figure 3. Objectifs des revues de l'échantillon (n=31)



D'après notre sondage, les revues de notre échantillon attachent, sans surprise, une importance primordiale à la fonction de publication d'articles scientifiques (vecteur de publication et mobilisation des connaissances). Toutefois, la fonction d'animation d'une communauté de chercheurs (26 revues) et de praticiens (18 revues) est aussi un des objectifs premiers de ces revues. En effet, les revues de par leur rôle d'animation de la communauté scientifique (par la publication de dossiers thématiques, la publication de recension d'ouvrage, l'animation de blogues scientifiques, etc.) apportent une contribution supplémentaire à la recherche qui mérite d'être reconnue et valorisée.

Le partenariat avec des institutions scientifiques ou d'éducation est courant dans notre échantillon. Les principaux partenaires sont les universités ou institutions d'enseignements (n=24), les sociétés savantes ou centres de recherche (n=7) et les associations professionnelles (n=3). Seulement trois revues n'avaient aucun partenaire tandis que deux revues avaient des partenariats avec d'autres entités comme, par exemple, des maisons d'édition. Comme ces résultats l'indiquent, certaines revues bénéficient du soutien de plusieurs partenaires.

Finalement, notre échantillon reflète la diversité de la recherche en sciences humaines et sociales tant par les domaines touchés que par les modèles organisationnels.

RÉSULTATS

Les données récoltées par le sondage sont présentées dans cette section et elles sont brièvement discutées dans la conclusion de ce rapport. Dans les pages qui suivent, nous donnons tout d'abord un portrait général des pratiques éditoriales des revues. Par la suite, nous exposons les modèles économiques des revues. Nous terminons la description des résultats par des informations sur l'utilisation des outils numériques dans les pratiques éditoriales et le libre accès aux publications. Pour des raisons éthiques, notamment le respect de l'anonymat des participantes, certains croisements effectués n'ont pas été rapportés dans ce rapport puisque, dans un contexte où il y a un petit nombre de revues savantes au Québec, ils pourraient permettre l'identification des participantes.

Portrait général des pratiques éditoriales

Dans ce portrait des pratiques éditoriales, nous présentons le nombre d'articles et de numéros publiés, le nombre de soumissions reçues, les supports de publication et de diffusion, les données de fréquentation du contenu numérique et le type de soutien offert par les partenaires.

La moyenne du nombre d'articles publiés par année par nos répondantes est de 21 articles (médiane = 18 articles). Sur 28 participantes ayant répondu à cette question, le quart publie, en moyenne, 12 articles par année. Au total, depuis leur création, les revues ont publié de 27 articles à plus de 1000. Nous constatons ainsi que ces revues contribuent à la publication d'un important corpus d'articles scientifiques en français.

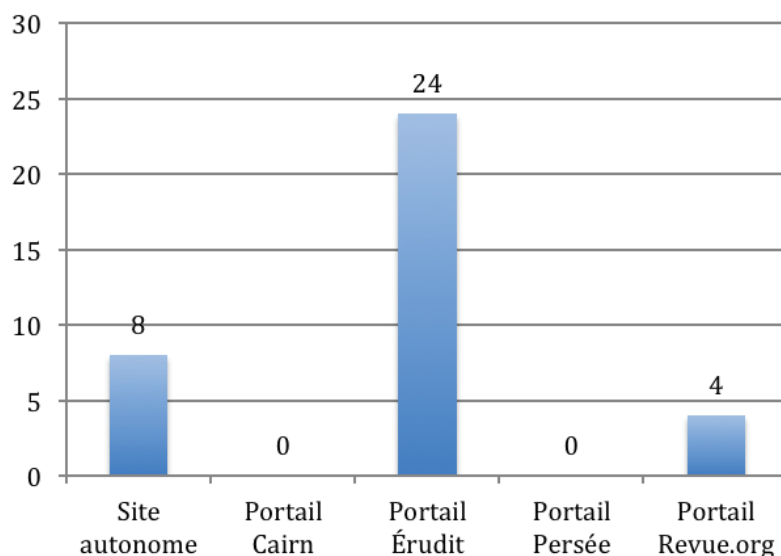
Ces articles sont regroupés au sein de numéros. Près de la moitié des répondantes ($n = 15$) publient 2 numéros par année, soit entre 12 et 25 articles. Près du quart ($n = 7$) des revues publient 3 numéros par année, soit entre 12 et 36 articles. Enfin, 4 revues publient un seul numéro (maximum de 15 articles) tandis que 2 en publient 4 ou plus.

Le nombre de soumissions d'articles reçues annuellement est tout aussi varié. Sur les 23 réponses à cette question, 13 revues reçoivent moins de 40 soumissions par an, 7 revues analysent entre 41 et 80 soumissions et 3 revues traitent annuellement plus de 80 soumissions.

Toutes les revues de notre échantillon sont disponibles en format numérique, mais plus du deux tiers de celles-ci (21 revues) continuaient aussi, à la date de notre collecte de données, à distribuer une version imprimée. Ces deux supports de publication obligent les revues à adopter différentes stratégies de diffusion de leurs numéros. Les revues peuvent opter pour plusieurs stratégies concernant les lieux de publication et de diffusion des numéros pour leur version numérique. Parfois, le vecteur de publication est le même que pour la diffusion. C'est, par exemple, le cas d'une revue qui publie et diffuse son contenu uniquement sur son site internet. Dans d'autres cas, les vecteurs de publication et de diffusion sont différents (ex. une revue est publiée sur son site, mais elle est diffusée sur un ensemble de plateformes). Dans la Figure 4, nous pouvons constater que plusieurs revues ($n = 8$) publient leur version numérique sur un site autonome pouvant être hébergé, ou non, sur le site d'un partenaire. Une majorité de revues publient sur le portail Érudit tandis que quatre publient sur le portail Open Edition Journals (anciennement Revues.org). Il est à noter que les revues qui ont reçu une subvention du Fonds de

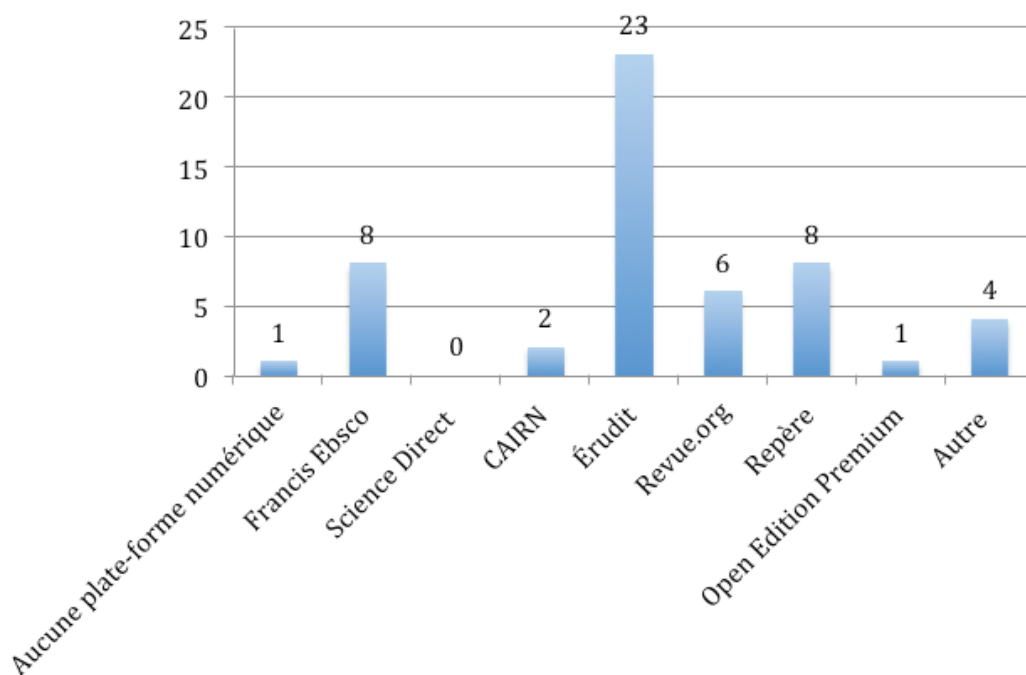
recherche du Québec – Société et culture (FQRSC) étaient dans l’obligation de diffuser leurs numéros sur la plate-forme Érudit⁵.

Figure 4. Support de publication de la version numérique (n = 31)



La version numérique peut aussi être offerte au sein de bouquet d’abonnements de certaines plates-formes. Il est possible de trouver une revue, en libre accès ou non, dans le bouquet d’abonnements de plusieurs plates-formes à la fois. La Figure 5 ci-dessous donne un portrait de la présence des revues de l’échantillon sur diverses plates-formes de diffusion.

Figure 5. Plates-formes de diffusion numérique (n = 31)



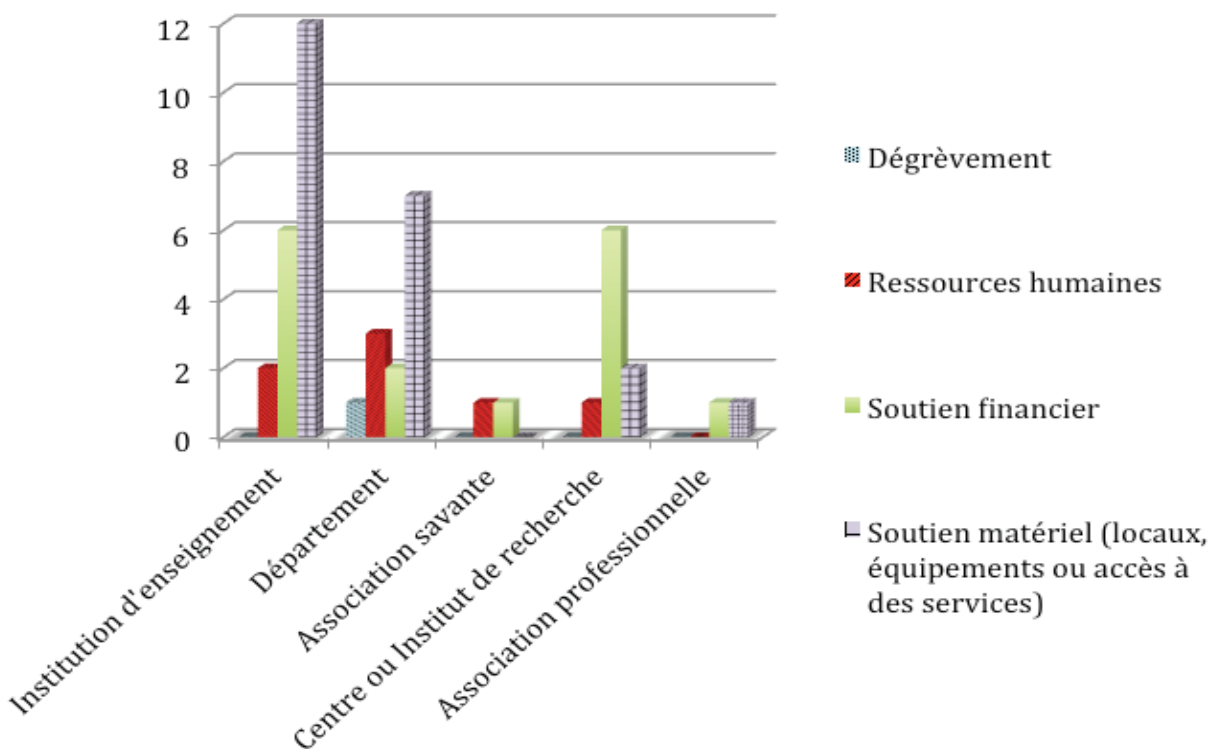
5 Dans les conditions d’admissibilité des revues au financement du FRQSC, il est inscrit que «[L]’édition numérique sur le portail de diffusion ÉRUDIT est obligatoire pour toutes les revues financées par le Fonds». <http://www.frqsc.gouv.qc.ca/bourses-et-subsventions/concours-antérieurs/bourse/soutien-aux-revues-scientifiques-concours-automne-2014-01cekjoc1401896973058>

Sur les 18 répondantes ayant indiqué leurs données de fréquentation, la moyenne de visiteurs uniques est de 67 831 (médiane = 42 484) tandis que le nombre de pages vues est de 261 340 (médiane = 171 655). Parmi les 13 revues dont le HTML n'est pas en libre accès (barrière mobile) et qui ont indiqué leurs données de fréquentation de leur contenu numérique, la moyenne du nombre de visiteurs uniques est de 39 591 (médiane = 36 000) et la moyenne du nombre de pages vues est de 145 232 (médiane = 108 000). Pour les 5 revues dont le HTML est en libre accès, la moyenne de visiteurs uniques est de 153 620 (médiane = 105 401) tandis que la moyenne du nombre de pages vues est de 615 486 (médiane = 536 517). Nous constatons que la fréquentation du contenu numérique pour les revues en libre accès est supérieure à celles des revues ayant une barrière mobile. Toutefois, notre petit échantillon ne permet aucunement de conclure à une relation statistique entre le libre accès et la fréquentation. D'autres études avec des échantillons plus grands sont nécessaires ainsi que la prise en compte d'autres facteurs dont le nombre d'articles (par an et total), la diversité des plates-formes de diffusion utilisées et les techniques de promotion du contenu.

En ce qui concerne la version imprimée des numéros, certaines revues ont une entente de service pour l'édition ou la diffusion. Huit revues ont une entente avec un éditeur externe, dont cinq de ces éditeurs sont liés à une université et trois concernent des éditeurs privés. Six revues ont une entente de service pour la diffusion dont quatre de ces diffuseurs sont liés à une université.

Dans le portrait de l'échantillon (voir section Méthodologie), nous avons mentionné que la majorité des revues de notre échantillon bénéficie du soutien de partenaires. Ces partenariats se concrétisent par différentes formes de soutien aux revues comme le démontre la Figure 6.

Figure 6. Type de soutien reçu par les partenaires



Nous constatons que l'offre d'un soutien matériel (allocation de locaux, prêts ou dons d'équipements, accès à certains services tel que l'internet) est la réponse la plus fréquente. Toutefois, onze revues n'ont pas de soutien matériel de ce type alors que quelques-unes en bénéficient de plusieurs partenaires. En outre, les divers partenaires offrent un soutien financier (17 revues sur 31 en bénéficient), mais, tel qu'il sera démontré plus loin dans les résultats sur les sources de revenus, ce soutien reste minimal. Enfin, sept revues ont accès au soutien de ressources humaines rémunérées par les partenaires soit par le dégrèvement de professeur ou l'attribution d'autres ressources humaines pour certaines étapes du processus d'édition. Nous démontrerons ultérieurement, dans la partie sur les modèles économiques, que malgré cette allocation de ressources humaines, on constate un manque à gagner dans les revenus des revues puisqu'une part importante du travail d'édition⁶ est effectuée sans rémunération.

Modèles économiques des revues

Les revues scientifiques québécoises sont, pour la plupart, à but non lucratif⁷ et elles dépendent de quelques sources de revenus parmi lesquelles les subventions gouvernementales sont les plus importantes. Notre échantillon, composé presque exclusivement de revues québécoises, expose bien ce modèle économique qui dépend du financement des grands fonds subventionnaires tels que le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) et le Fonds Recherche du Québec – Société et Culture (FRQSC).

Dans cette section, nous abordons tout d'abord les revenus, puis les dépenses et enfin, nous démontrons le manque à gagner qui ressort de nos résultats et du témoignage des répondantes. Tous les montants sont en dollars canadiens.

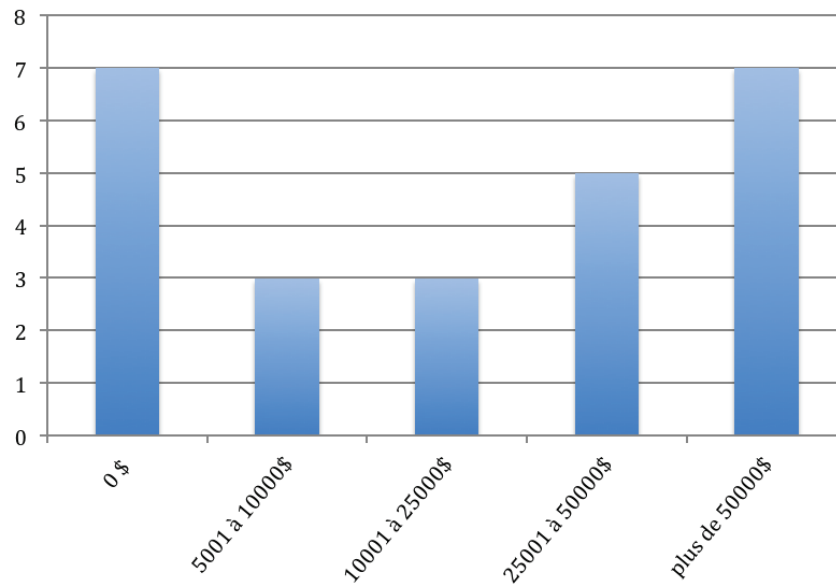
Revenus

À contrario du monde de l'édition savante commerciale, les revues de notre échantillon sont fortement dépendantes de l'octroi de subventions gouvernementales. Toutefois, quelques autres sources de revenus viennent compléter le montage financier. Dans cette description des résultats, nous commençons par les revenus auxquels peuvent avoir accès toutes les revues, peu importe le type de support de publication, et nous terminons par les revenus plus spécifiques à la diffusion de la version numérique et à la vente de la version imprimée.

6 Dans le travail d'édition, nous intégrons le travail de préparation des appels à textes, l'évaluation interne des manuscrits et des rapports d'évaluation, la recherche d'évaluateurs externes, le suivi des manuscrits (avant l'évaluation et lors du retour de l'évaluation), la révision linguistique et la mise en ligne ainsi que toutes les tâches de communications aux auteurs, aux évaluateurs externes, aux fournisseurs et sous-traitants, aux lecteurs et s'il y a lieu, aux rédacteurs invités et aux abonnés. Nous n'incluons pas dans notre étude le travail bénévole effectué par les évaluateurs externes, ni celui des auteurs.

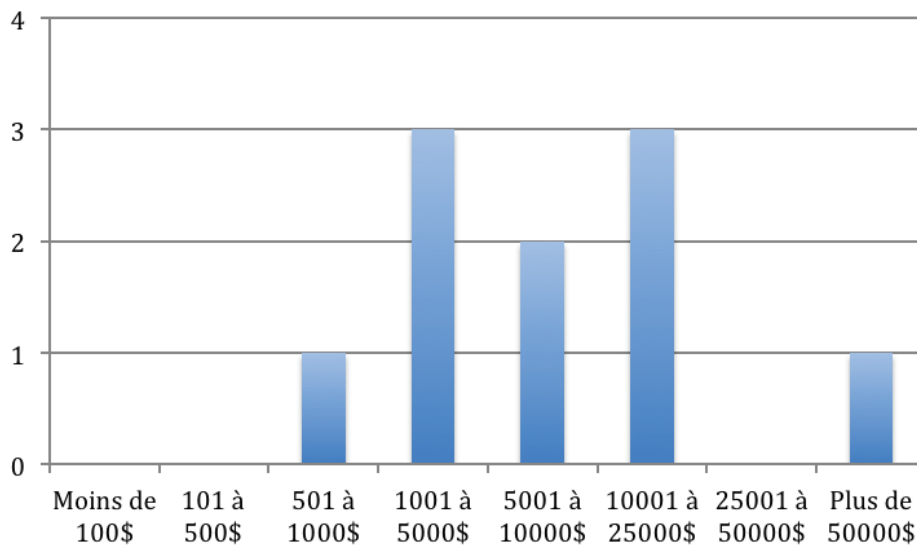
7 Bien que peu de revues québécoises sont enregistrées en tant qu'organisme à but non lucratif, leur objectif est la diffusion du savoir plutôt que l'accumulation de capital.

Figure 7. Nombre de revues ayant déclaré un revenu provenant d'une ou de plusieurs subventions montants octroyés (n = 25)



À la lecture de la Figure 7, nous constatons qu'un peu plus du quart des revues de notre échantillon n'ont pas obtenu de subventions gouvernementales et la même proportion reçoit plus de 50 000\$ par an⁸. L'octroi de ces subventions s'effectue à la suite d'un concours tous les quatre ans et le montant octroyé dépend de l'enveloppe totale de subvention ainsi que du nombre d'articles publiés annuellement par la revue.

Figure 8. Nombre de revues bénéficiant de soutien financier de partenaires et montants octroyés (n=10)

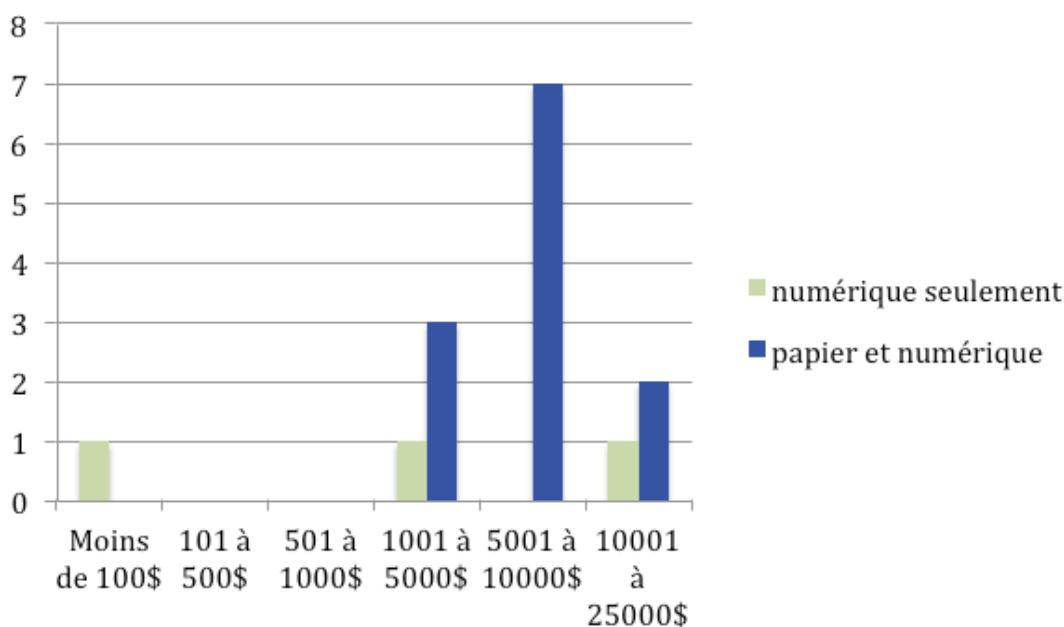


8 Lors du dernier concours du FRQSC, le montant annuel maximal accordé aux revues était de 24 640\$ (http://www.frqsc.gouv.qc.ca/documents/11326/547129/COMMUNIQUE_RE_Avril_2015.pdf/9cc52458-bd20-4fc5-8dc8-0115ac6c20b7). Pour le concours du CRSH, le montant annuel maximal accordé était de 30 000\$ (<http://www.sshrc-crsh.gc.ca/results-resultats/recipient-recipiendaires/2015/journals-revues-fra.aspx>).

Nous avons abordé précédemment le fait que plusieurs revues bénéficient du soutien de partenaires. Parmi les types de soutien, seize répondantes ont indiqué obtenir un soutien financier de ces partenaires. À notre question sur les revenus provenant de chaque source, seulement dix répondantes ont indiqué le montant de ce soutien. Les montants de ces revenus sont indiqués à la Figure 8.

Avec la publication d’une version numérique et sa diffusion par l’intermédiaire d’une ou de plusieurs plates-formes numériques, les revues peuvent obtenir des revenus. Toutefois, sur les 26 répondantes à cette question, seulement 15 retirent un montant de cette source. La Figure 9 indique les montants de cette source. Il est à noter qu’une seule revue parmi celles-ci est en accès libre complet et elle reçoit moins de 100\$ d’une plate-forme. Les autres ayant indiqué un revenu dans cette catégorie ont une barrière mobile⁹ de 24 mois (n= 8), une barrière mobile de 12 mois (n=4) et un accès restreint aux formats PDF et ePub, mais un accès libre au contenu HTML (n=2).

Figure 9. Nombre de revues bénéficiant d’un revenu provenant d’une plate-forme numérique et montant de ce revenu (n=15)



La vente en librairie est peu lucrative pour les revues de notre échantillon. Sur les 26 répondantes à cette question, seulement sept ont déclaré des revenus. Ces revenus sont assez négligeables : moins de 500\$ (n=3), entre 501 et 1000\$ (n=2) et entre 1001 et 5000\$ (n=2). Outre la vente physique, la vente en librairie d’exemplaires numérique n’apporte pas un supplément de revenu subséquent, soit moins de 500\$ pour les trois revues ayant déclaré des ventes numériques par l’intermédiaire de librairies. En ce qui concerne l’évolution de leurs ventes en librairie, trois répondantes indiquent que leurs ventes en librairie sont constantes. Une répondante indique que ses ventes ont diminué de 25% tandis que trois répondantes affirment avoir subi une diminution de 25% à 50% de leurs ventes en librairies. Cette source de revenus ne semble donc pas pouvoir assurer la survie de l’édition savante francophone au Québec.

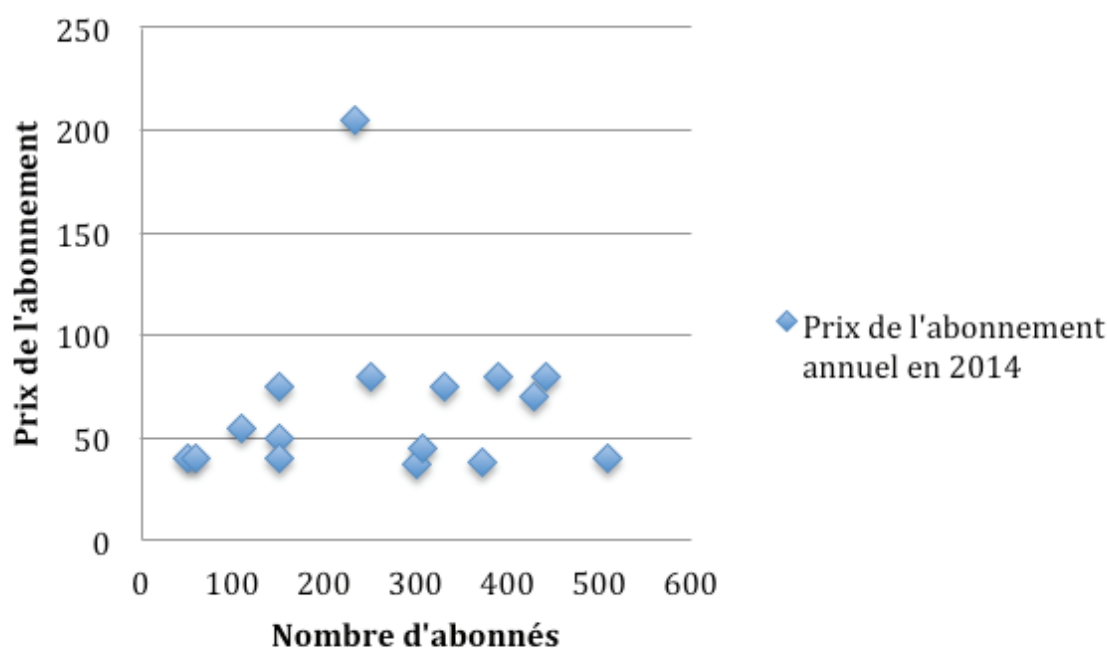
⁹ La barrière mobile indique que l’accès aux publications est restreint aux abonnés pour une période déterminée puis le contenu est accessible en accès libre.

Tableau 2. Nombre d'exemplaires vendus en librairies en 2014

	Nombre de répondantes
Aucune vente en librairie	20
Moins de 25 exemplaires	4
Entre 25 et 100 exemplaires	2
Plus de 100 exemplaires	2

À l'instar de la vente d'exemplaires en librairie, la vente d'abonnement s'inscrit dans la continuité du modèle économique élaboré au fil du temps par le monde de l'édition des revues (savantes ou non). Sur les 26 répondantes à cette question, 10 revues n'ont aucun abonnés. Parmi celles qui ont déclaré des abonnements, le nombre d'abonnés moyen est de 264 (médiane = 275) tandis que le prix moyen d'un abonnement est de 65,62\$ (médiane = 52,5\$). Le revenu tiré de ces abonnements varie de 2 000\$ à plus de 40 000\$ (moyenne de 17 712,5\$ et médiane de 13 934\$). La Figure 10 présente le prix de l'abonnement en fonction du nombre d'abonnés pour l'année 2014. Ces revenus d'abonnements n'incluent pas le pourcentage qui pourrait être remis à des intermédiaires tels que des plates-formes de diffusion¹⁰. D'après ces données, un passage vers un accès libre complet pourrait engendrer des pertes de revenus substantielles. En outre, nous avons démontré que la dépendance aux subventions présente des risques pour la survie des revues dans le cas de perte ou de diminution de celles-ci et que les autres sources actuelles de revenus ne semblent pas pouvoir compenser ces pertes éventuelles.

Figure 10. Prix de l'abonnement en fonction du nombre d'abonnés en 2014 (n=16)



L'abonnement est aussi susceptible de varier dans le temps et ainsi fragiliser le revenu des revues qui en dépendent. Entre 2009 et 2014, les répondantes ayant déclaré des variations dans leurs abonnements

¹⁰ Il est possible que les données des revenus d'abonnements recourent les données tirées de plates-formes numériques puisque nous n'avons pas fait de distinction entre l'abonnement direct et l'abonnement par le biais d'un intermédiaire.

ont majoritairement constaté une diminution de leurs abonnés : de 25% (n= 6), de 25 à 50% (n = 3) ou de plus de 50% (n = 1). Quatre revues ont déclaré une augmentation de leur nombre d'abonnés alors que le nombre d'abonnés était constant pour une revue.

Quelques autres sources de revenu sont possibles tels que les frais aux auteur.e.s, les collectes de fonds, la publicité, etc. Aucune des revues de notre échantillon ne facture aux auteur.e.s des frais de publication ou de soumission. Seulement trois répondantes ont déclaré un revenu provenant d'activités de collecte de fonds, mais ceux-ci restent négligeables (moins de 1000\$). Deux revues tirent des revenus de publicités pour moins de 500\$. Les éditeurs scientifiques peuvent aussi réaliser un numéro spécial avec un partenaire et tirer un revenu de ce partenariat spécifique. Seulement quatre revues ont déclaré dégager un revenu de cette source. Ils sont respectivement de 501 à 1 000\$, de 1 001 à 5 000\$, de 5 001 à 10 000\$ et de 10 001 à 25 000\$. Quelques revues publiant une version imprimée peuvent aussi compter sur la cotisation de membres d'une association. Ces revenus sont toutefois assez faibles : moins de 100\$ (n=1), de 501 à 1 000\$ (n=2) et de 1 001 à 5 000\$ (n=1).

Finalement, le sondage offrait aux répondantes la possibilité de déclarer d'autres sources de revenus que les choix de réponses mentionnés précédemment. Sept revues ont déclaré une autre source de revenus. Celles-ci comprennent les redevances de reproduction (ex. par une entente avec Copibec) ou de droits d'auteurs et l'obtention de subventions provenant de Fonds privés (autres que le CRSH et le FRQSC). Ces autres sources de revenus permettent aux quelques revues qui y ont accès d'aller chercher un apport financier variant entre 1000\$ et 25 000\$. Les revues publiant à la fois sur un support papier et numérique dégagent des revenus plus importants dans cette catégorie.

De ce qui précède, nous retiendrons que la plus importante source de variation dans le revenu des revues est la perte ou l'obtention d'une subvention telle que celles octroyées par le CRSH ou le FRQSC. La perte de ces subventions peut sérieusement compromettre la survie de plusieurs revues. Après cette exposition des revenus, nous abordons les principales dépenses dans la section suivante.

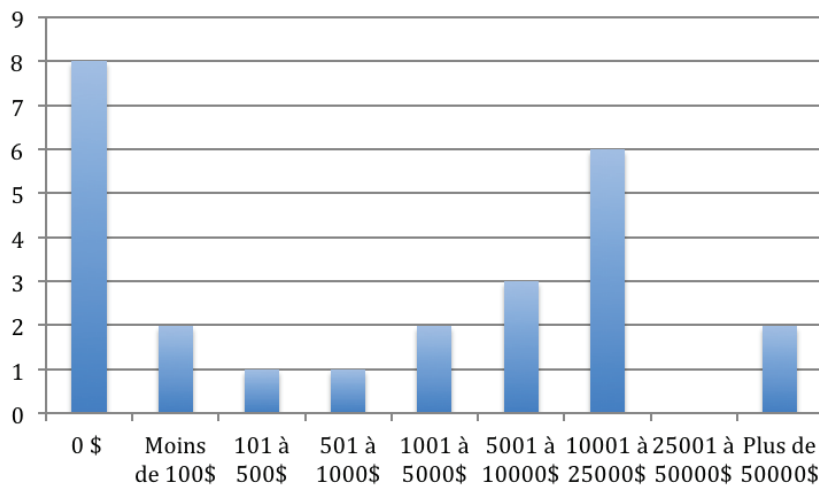
Dépenses

Dans le cadre du processus d'édition des articles scientifiques, la première étape est la rédaction de celui-ci par les auteur.e.s, puis la soumission à la revue, l'évaluation par les pairs externes¹¹, la décision basée sur les rapports d'évaluation, la réception des manuscrits corrigés après l'évaluation et la vérification de l'adéquation des corrections effectuées, la révision linguistique, la traduction (dans certains cas), la mise en page, la publication et la diffusion. Dans notre évaluation des dépenses, nous n'avons pas inclus le travail des auteur.e.s ni celui des évaluateurs et évaluatrices externes. Nous avons centré notre attention sur les dépenses assumées par la revue. Dans cette partie, nous introduirons d'abord les dépenses qui sont indépendantes du support de publication, puis celles plus spécifiques aux revues ayant une édition papier.

11 Cette évaluation externe est généralement précédée par une évaluation préliminaire interne effectuée par le comité scientifique (de la revue ou du numéro en préparation) ou le comité de direction de la revue (rédacteur ou rédactrice en chef ou une autre personne responsable des décisions au sein de la revue).

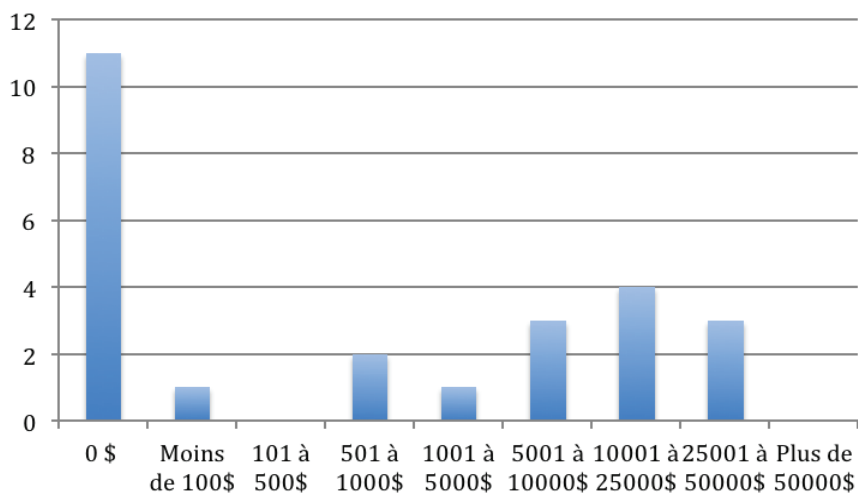
Le principal travail d'une revue savante consiste à effectuer le suivi des manuscrits. Ce suivi commence par la soumission, puis vient le processus d'évaluation externe et il continue, après l'acceptation du manuscrit, avec toutes les tâches de préparation de l'article pour sa publication. Vingt-cinq revues ont répondu à notre question sur les montants associés à chacune des catégories de dépenses. Nous présentons chacune de ces dépenses dans les résultats qui suivent.

Figure 11. Nombre de revues ayant déclaré des dépenses pour le comité de rédaction et le suivi des articles (n = 25)



Près de la moitié des répondants (n= 12) déboursent moins de 1 000\$ pour le comité de rédaction¹² et les tâches de suivis des manuscrits (Figure 11). Il ne faut toutefois pas en déduire que le temps dédié à ces tâches n'est pas considérable. En effet, six répondants ont indiqué que ces tâches, ou une partie de celles-ci sont effectuées sans rémunération.

Figure 12. Nombre de revues ayant déclaré des dépenses pour la gestion administrative (n= 25)



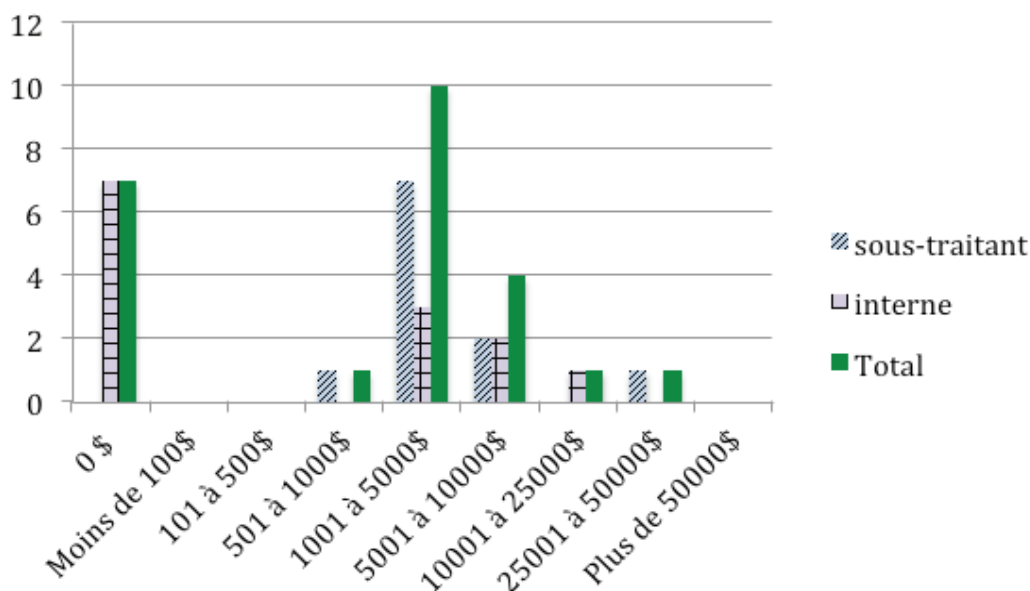
12 Ici, le comité de rédaction fait référence au rédacteur ou rédactrice en chef ainsi qu'au secrétariat de rédaction qui assure le suivi des manuscrits de leur réception à la publication. Il ne fait pas référence au comité scientifique des revues (fréquemment nommé comité de rédaction) et dont l'implication dans les décisions quotidiennes est variable au sein des revues.

En ce qui a trait à la gestion administrative¹³, plus de la moitié (n= 14) déboursent moins de 1 000\$ par an (Figure 12). Lorsque nous avons comparé les réponses pour ces deux importants postes dans le travail d'édition, quatre revues n'avaient aucune dépense associée à ceux-ci. Ces revues ont des revenus insuffisants et elles comptent sur le travail de bénévoles. Pour certaines participantes, ces revenus insuffisants sont liés à la perte d'une subvention.

À la lumière des résultats concernant les dépenses du comité de rédaction et de la gestion administrative, il est important de souligner la possibilité que certaines revues aient associé la catégorie «comité de rédaction et suivi des articles» au comité scientifique (composés de bénévoles) et que certains montants des tâches de gestion soient inclus dans les résultats pour le «comité de rédaction et suivi des manuscrits». Nous les avons divisées et présentées comme des catégories de tâches séparées, mais des erreurs d'interprétations sont toujours possibles dans un sondage. De plus, en fonction des structures organisationnelles des revues, il est possible que cette division n'ait pas été aisée pour certaines répondantes.

Après l'acceptation des manuscrits viennent toutes les tâches de préparation des articles pour leurs publications : la révision linguistique et, s'il y a lieu, la traduction puis le montage graphique. La révision linguistique est assurée par l'équipe de la revue dans plus de la moitié des cas (n=18) tandis que treize revues confient cette tâche à un sous-traitant. Vingt-quatre participantes ont répondu à la question sur les montants dépensés pour la révision linguistique. Sur ceux-ci, dix ont déclaré dépenser entre 1 001 et 5 000\$ pour cette tâche tandis que pour sept revues¹⁴ celle-ci est probablement assurée de manière bénévole puisqu'aucun montant n'a été déclaré (Figure 13). En plus des frais de révision linguistique, quatre revues défraient des coûts pour traduire une partie de leur contenu.

Figure 13. Nombre de revues ayant déclaré des dépenses pour la révision linguistique (n=24)



13 La gestion administrative comprend, entre-autres, la gestion du personnel, des contrats et des finances.

14 Huit participantes ont choisi la réponse 0\$ à cette question. Toutefois, une participante a déclaré faire affaire avec un sous-traitant, mais aucune dépense n'était engendrée. Considérant qu'il serait surprenant qu'un sous-traitant ne charge pas ses services, nous supposons qu'il y a eu erreur dans cette donnée et nous ne l'avons pas en considération dans notre analyse.

Plus du tiers (n =9) des répondantes à cette question ont déclaré dépenser entre 1 001 et 5 000\$ pour le montant graphique des articles. Les revues ayant une version imprimée dépensent davantage pour le montage graphique comme nous pouvons le constater dans la Figure 14. Il faut à nouveau souligner que cette tâche est assumée de manière bénévole dans sept cas. Plus de la moitié (n=14) des répondants à cette question font affaire avec un sous-traitant.

Figure 14. Nombre de revues ayant déclaré des dépenses pour le montage graphique des articles (n=25)

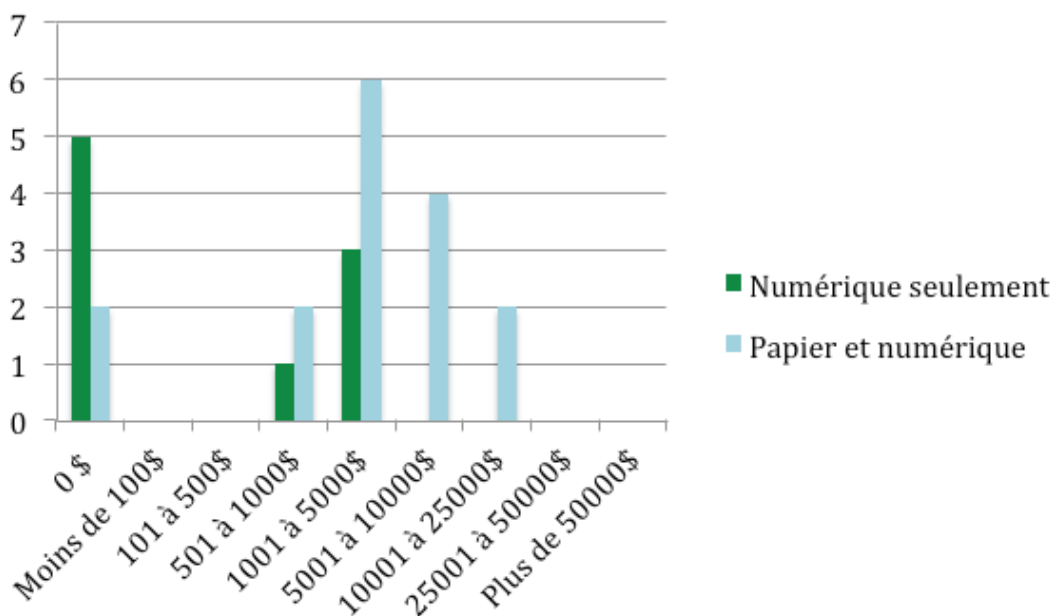
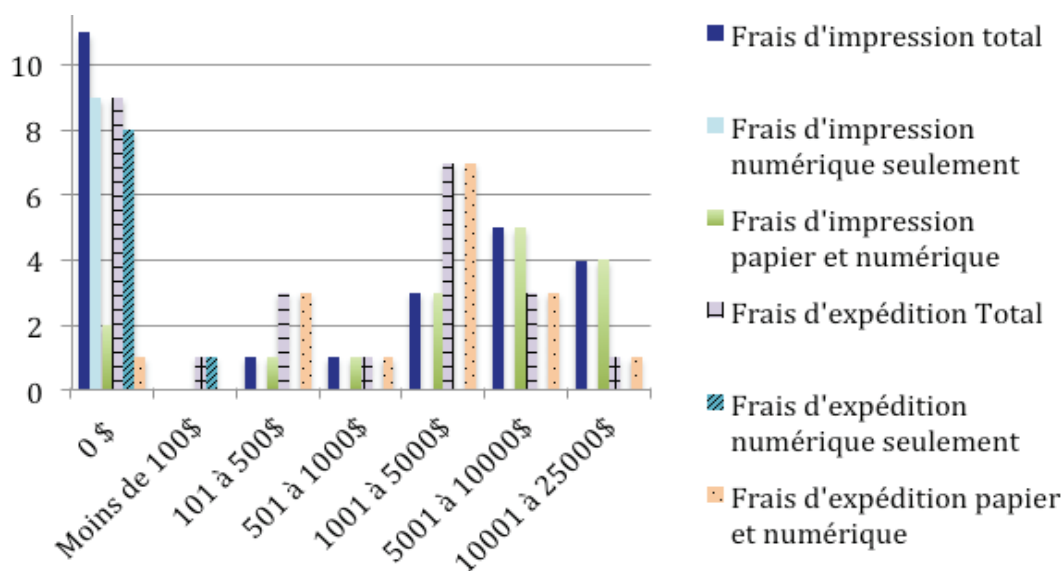


Figure 15. Nombre de revues ayant déclaré des dépenses pour l'impression et l'expédition en fonction du support de publication (n=25)

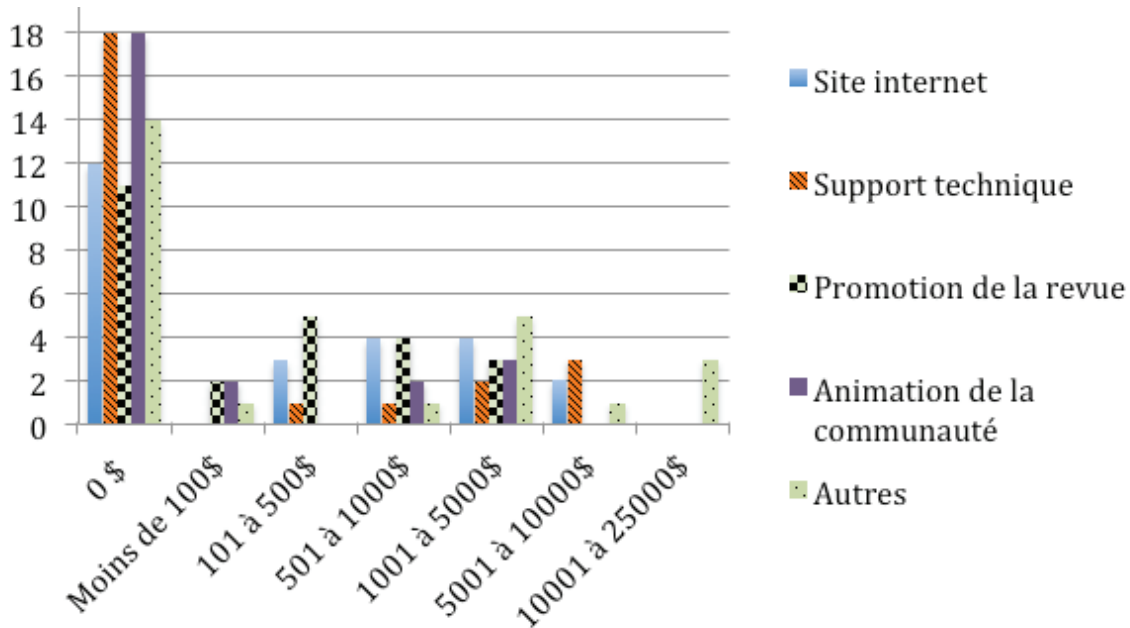


L'impression et l'expédition engendrent aussi des coûts, parfois importants, particulièrement pour les revues ayant une édition papier (voir Figure 15). Parmi les vingt-cinq répondantes à ces deux

questions, neuf revues publient uniquement en ligne et leurs frais d'impression et d'expédition sont assez négligeables (moins de 100\$).

Enfin, les coûts liés au site internet, à l'assistance technique, à la promotion de la revue et à l'animation de la communauté sont relativement faibles (voir Figure 16). Trois répondantes ont déclaré des dépenses «Autres» assez substantielles, soit entre 10 001 et 25 000\$. Toutefois, elles n'ont pas indiqué la nature de cette dépense.

Figure 16. Nombre de revues ayant déclaré des coûts pour le site internet, le support technique, la promotion de la revue, l'animation de la communauté et autres dépenses (n=25)



À la lecture des résultats précédents, nous constatons que la majorité des tâches d'édition sont effectuées à l'interne. Afin de mesurer l'ampleur du travail effectué par les membres de l'équipe de la revue, nous avons demandé le nombre d'heures travaillées par semaine ainsi que le nombre de ces heures qui sont rémunérées (voir Tableau 3).

Sur ces heures travaillées, cinq répondantes indiquent qu'aucune heure n'est rémunérée. Le maximum d'heures rémunérées est de 60 heures par semaine pour l'équipe. Dans le Tableau 3, nous présentons la moyenne des heures rémunérées pour chacune des catégories ainsi que la moyenne du nombre d'articles et de numéros publiés. Ce croisement montre la proportion du travail effectué de manière bénévole.

Tableau 3. Nombre d'heures travaillées par semaine croisé avec la moyenne du nombre d'heures rémunérées, la moyenne du nombre d'articles et de numéros publiés¹⁵

Nombre d'heures travaillées par semaine par l'équipe	Moyenne des heures rémunérées (médiane)	Moyenne d'articles publiés par année (médiane)	Moyenne de numéros publiés par année (médiane)
Entre 5 et 10h (n=6)	2,75 (1,75)	14 (12)	1,8 (2)
Entre 11 et 15h (n=6)	6,80 (7)	13 (13)	1,7 (1,5)
Entre 16 et 20h (n=3)	11 (11)	16 (16)	1,7 (2)
Entre 21 et 25h (n=3)	18 (15)	23 (24)	2,3 (2)
Entre 26 et 50h (n=7)	21 (26)	33 (21)	2,9 (2,5)
Plus de 50h (n=2)	56,5 (56,5)	32 (32)	3,5 (3,5)

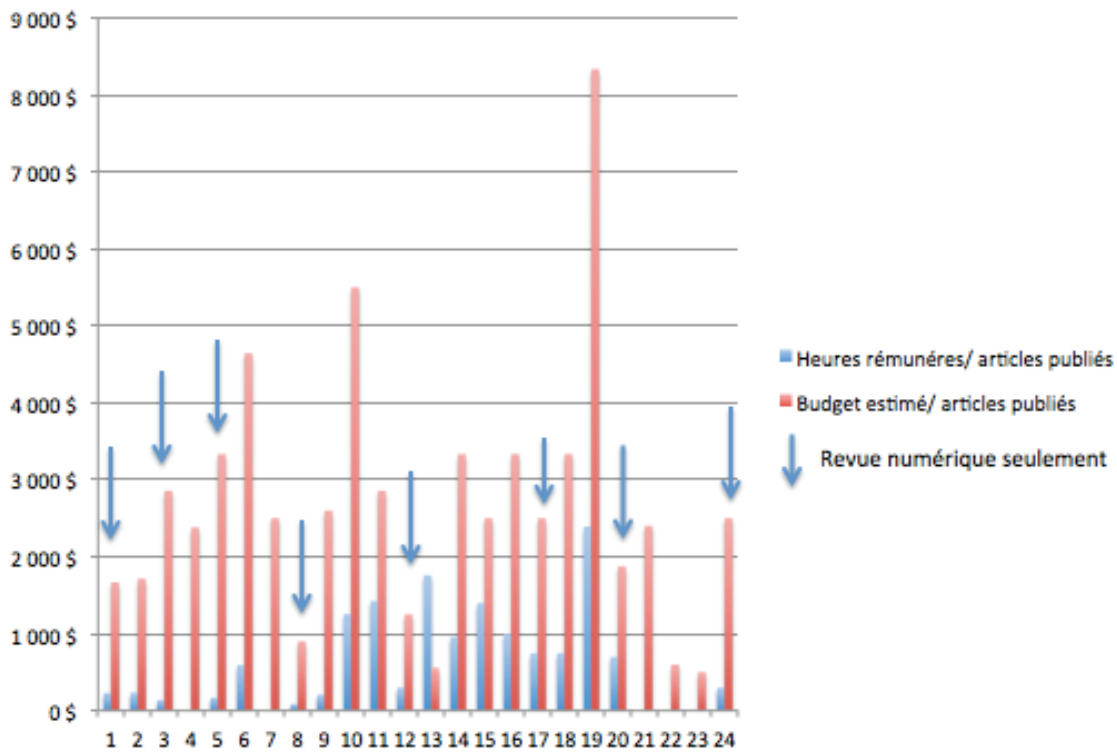
Comme pour les revenus, nous avons demandé aux répondantes de nous indiquer les raisons des variations importantes dans les dépenses au cours des cinq années précédentes au sondage. Les baisses de dépenses sont dues à l'élimination de la version papier ou dans la réduction de certains frais comme le montage graphique ou l'impression. D'autres revues justifient la réduction des dépenses en insistant sur la part importante de bénévolat liée à des revenus insuffisants et le manque de reconnaissance du travail effectué par les équipes de rédaction. «Les universités ne réalisent pas que les rédacteurs qui ne sont pas des professeurs devraient être mieux payés. Leur travail est complètement sous-payé» (répondante 13). «Suite à la perte [d'une subvention], une grande part du suivi des articles est fait de manière bénévole» (répondante 17). Une autre revue justifie l'augmentation de ses dépenses en expliquant que «pour la première fois [cette année], le poste de secrétaire de rédaction sera rémunéré de façon presque satisfaisante, mais de nombreuses heures de bénévolat sont encore nécessaires» (répondante 51). «Les subventions du FRQSC et du CRSH ne suffisent pas à payer les salaires et les dépenses augmentent» (répondante 31).

Enfin, les données sur les coûts d'édition des articles scientifiques ne reflètent pas toujours l'ampleur du travail effectué. La Figure 17 présente l'écart entre les heures rémunérées par article¹⁶ et le budget estimé par les répondantes en fonction du nombre d'articles publiés. Selon les données recueillies, les revues savantes réussissent à combler environ 30% de leurs besoins financiers. Le coût moyen estimé pour l'édition d'un article est de 2 665\$ (médiane = 2 500\$).

15 Le croisement entre la catégorie «entre 11 et 15h» et la moyenne d'heure rémunérée est basé sur un échantillon de n=5. Le croisement entre la catégorie «entre 26 et 50h» et la moyenne d'heure rémunérée est basé sur un échantillon de n=5.

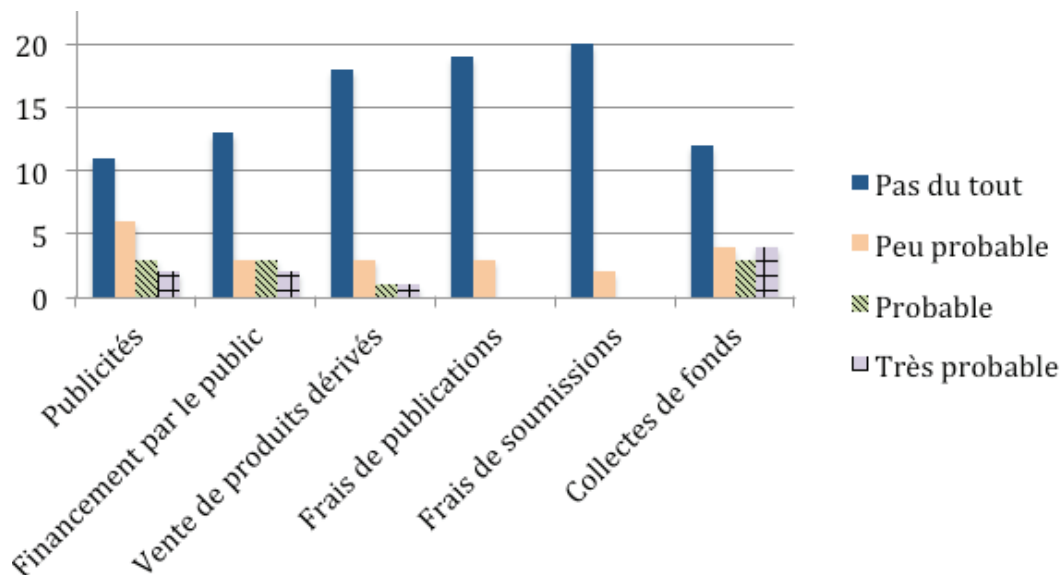
16 Le calcul est basé sur le salaire d'un.e étudiant.e de doctorat, soit environ 23\$ de l'heure.

Figure 17. Coût d'édition des articles scientifiques



Pour résumer les informations sur les modèles économiques présentées précédemment, outre les grands organismes gouvernementaux finançant la recherche (CRSH et FRQSC), les revues bénéficient, majoritairement, de l'appui financier des universités et des sociétés savantes ou de centres de recherches. Toutefois, cet apport financier représente moins de 10 000\$ pour 6 revues sur 10. D'un autre côté, la complexité du processus d'édition scientifique requiert une multitude de compétences qui doivent être détenues par les membres de l'équipe de rédaction ou la revue doit faire appel à des personnes externes (sous-traitants). Cette expertise engendre des coûts importants.

Figure 18. Sources de revenus envisagées



À l'égard du manque financier à combler, nous avons questionné les répondantes sur les autres sources de revenus envisagées. Les frais de publications ou de soumissions chargés aux auteurs ne sont pas envisagés par les revues de notre échantillon. Cinq répondantes examinent la possibilité de tirer des revenus de publicités. Le même nombre pourrait se tourner vers le financement par le public ou «socio-financement». Enfin, il est probable ou très probable que sept revues de notre échantillon mettent sur pieds des collectes de fonds pour assurer la survie financière de leur publication. Douze des répondantes ne considèrent aucune de ces sources de revenus (peu probable ou pas du tout). La vente de produits dérivés n'est pas non plus une source de revenus jugée favorablement.

Ainsi qui doit financer la publication savante? Toutes les participantes au sondage ont donné leur avis sur cette question. Le Tableau 4 résume les résultats pour cette question.

Tableau 4. Qui doit financer la publication scientifique selon les répondantes (n= 31)

Sources de financement	Fréquence de la réponse
Les universités	22
Le gouvernement	22
Les bibliothèques	12
Les entreprises privées	1
Les fondations privées	5
Le public	5
Directeurs invités	1

Les universités devraient financer les publications savantes pour diverses raisons. Pour les répondantes, «les publications font partie de son mandat» (répondante 4) et «de la mission de l'université» (répondante 46). En outre, les revues contribuent au «rayonnement» ou au «prestige» des universités (répondantes 9, 11, 17, 20, 35, 46, 50), mais aussi au rayonnement de la recherche effectuée au sein de ces universités (répondantes 9, 34, 40). De surcroît, la publication fait partie intégrante des projets de recherche (répondantes 27, 47). Enfin, les revues jouent un rôle dans la formation (répondante 17) et dans la diffusion de la connaissance (répondante 35). Toutefois, les limites des ressources financières des universités sont aussi évoquées. «Lorsque le rédacteur en chef (ou rédactrice) est professeur.e à temps plein, un certain financement réel, autre que via des services offerts, serait indiqué. Mais le financement des universités ne le permet pas en ce moment...» (répondante 51)

Ex aequo aux universités, les gouvernements doivent financer les revues. Ils le font déjà par l'intermédiaire des grands fonds subventionnaires et comme nous l'avons souligné précédemment, la plupart des revues de notre échantillon dépendent de ces revenus. Pour nos répondantes, les gouvernements «finance[nt] la recherche alors pourquoi pas la diffusion de celle-ci ? » (répondante 17) «Les organismes subventionnaires devraient participer [plus] activement» (répondante 16) puisqu'ils ont un rôle essentiel dans le «soutien à la recherche et à la culture» (répondante 4) et ils devraient valoriser [davantage] sa diffusion et l'accès au savoir (répondantes 10, 27, 47). «[L]es revues sont importantes pour la recherche et le développement» (répondante 17) et elles permettent le rayonnement

de la recherche québécoise et canadienne (répondante 9). Le gouvernement «devrait être la première source de financement» (répondante 51). «L'édition savante n'est pas un produit à laisser dans les mains du privé. [Il est nécessaire de] soutenir la recherche autonome et critique» (répondante 40). Enfin, le gouvernement doit financer les revues «puisque les politiques encouragent (contraignent) le libre accès» (répondante 11).

Près du tiers des répondantes considèrent que les bibliothèques devraient financer l'édition savante. En effet, les bibliothèques occupent un rôle important dans la «promotion et la circulation du savoir» (répondante 30) et elles agissent en tant que «diffuseur [des] activités de recherche» (répondante 25). «Les bibliothèques reprochent les trop grands coûts des abonnements aux revues des éditeurs privés, tandis qu'un soutien direct aux revues permet[trait] de créer un contenu nettement plus abordable» (répondante 17). Un soutien aux revues permettrait donc de réduire les coûts pour certains contenus, d'augmenter les services aux utilisateurs (étudiant.e.s, professeur.e.s et grand public), un «meilleur accès à l'information» (répondante 34) et un «transfert [de revenu] par rapport à l'accès libre» (répondante 20). Les bibliothèques soutiennent déjà en partie l'édition savante par «l'achat de contenu» (répondante 46) ou des abonnements à certaines plates-formes de diffusion (répondante 51).

Pour la revue ayant indiqué que les entreprises privées devraient financer les revues, cela concerne la vente de publicité. Toutefois, «les délais importants dans la fabrication d'un numéro rendent très difficile la vente de publicité ponctuelle» (répondante 51). Les fondations privées, quant à elles, financent déjà certaines revues dans des domaines particuliers. Enfin, les citoyens et citoyennes pourraient contribuer au financement des revues en libre accès puisqu'elles sont une source d'information (répondante 17) tandis que les associations et groupes communautaires pourraient soutenir l'édition de numéros spéciaux, «sous réserve d'une garantie d'indépendance éditoriale totale de la revue» (répondante 11). Le public peut aussi contribuer au financement de l'édition savante par l'«achat de contenu» (répondante 46).

Pour conclure cette section sur les modèles économiques des revues savantes francophones en sciences humaines et sociales au Québec, le monde de l'édition savante est fortement soumis aux aléas des budgets de financements des grands organismes subventionnaires. Quelques revues peuvent compter sur des revenus d'abonnements assez substantiels pour assurer leur survie, mais la plupart sont dans une situation précaire où la perte d'un financement gouvernemental entraînerait la «mort» de la revue si ce n'est du dévouement de gens passionnés qui assurent le fonctionnement de manière bénévole pendant quatre années en attendant le prochain concours où ils espèrent obtenir un financement. Les revenus insuffisants et les revenus d'abonnements sont certes des enjeux pouvant influencer l'adaptation au contexte numérique et à la montée du libre accès. La prochaine section présente les résultats de notre sondage touchant à ces deux aspects.

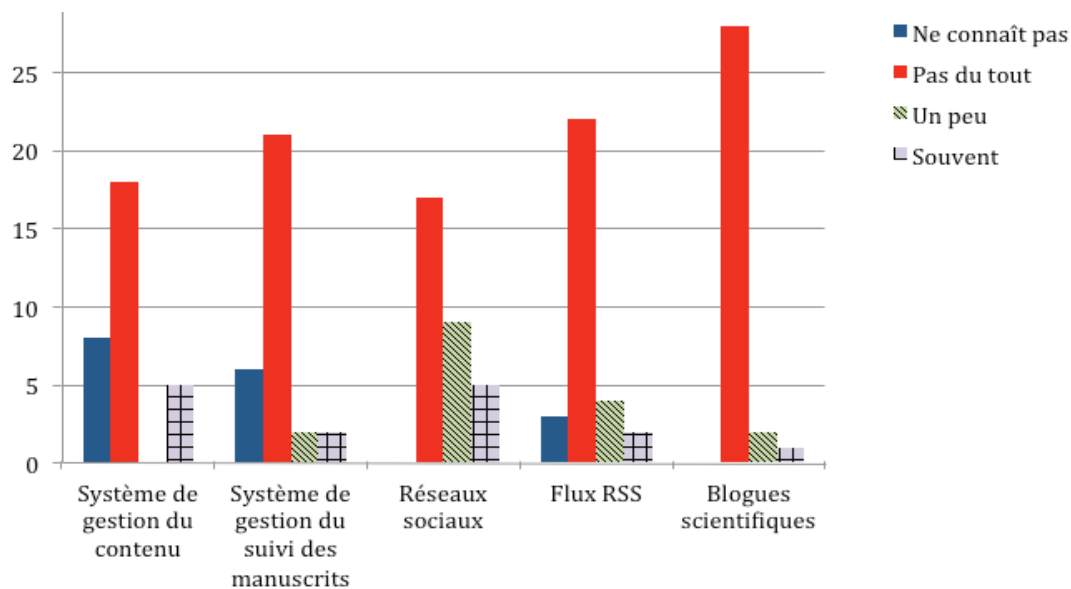
L'adaptation au contexte numérique et à la montée du libre accès

Dans cette dernière section, nous présentons tout d'abord les données sur l'adaptation des revues au contexte numérique. Par la suite, nous abordons la question du libre accès.

Plusieurs outils sont à la disposition des éditeurs de revues savantes. Certains outils comme Open

Journal System (OJS) permettent la gestion du contenu¹⁷, le suivi des manuscrits¹⁸ et la publication tandis que d'autres comme WordPress servent uniquement à la publication. Les Flux RSS simplifient l'accès au contenu pour les lecteurs grâce à la création d'alertes. Les réseaux sociaux et les blogues scientifiques facilitent la diffusion et la promotion des publications ainsi que l'animation d'une communauté scientifique et de praticiens. Toutefois, ces outils numériques restent sous-utilisés ou méconnus de nos répondantes. En effet, treize répondantes n'utilisent aucun de ces outils, parfois par méconnaissance de ceux-ci. Parmi les utilisateurs d'un système de gestion de contenu, seulement une revue l'utilise aussi pour la publication. Seuls les réseaux sociaux sont davantage utilisés, même si plus de la moitié de notre échantillon (n=17) ne les utilise pas (voir Figure 19).

Figure 19. Utilisation d'outils numériques divers (n=31)



Parmi celles qui utilisent fréquemment un système de gestion de contenu, quatre sont des revues uniquement numériques. Dans le cas des revues qui publient aussi une version imprimée, une revue utilise un système de gestion du suivi des manuscrits, une autre anime un blogue scientifique et deux revues utilisent un peu les flux RSS. Ainsi, bien que les revues numériques ont plus tendance à utiliser les outils ci-dessus, cette utilisation reste marginale.

Dans notre questionnaire, nous avons aussi intégré plusieurs questions ouvertes. Vingt-deux répondantes ont partagé leur vision de la place du numérique dans l'avenir de leur revue. Dans l'ensemble, les répondantes reconnaissent le caractère incontournable du numérique. Pour plusieurs, ce virage numérique sera bénéfique pour accroître la visibilité et l'accès aux publications partout dans le monde ainsi qu'une diminution des coûts¹⁹. Quelques-unes perçoivent l'abandon de la version papier comme une perte de cohérence du contenu thématique (animation de la communauté) ou encore

17 Les outils de gestion de contenu permettent l'organisation du contenu des sites internet.

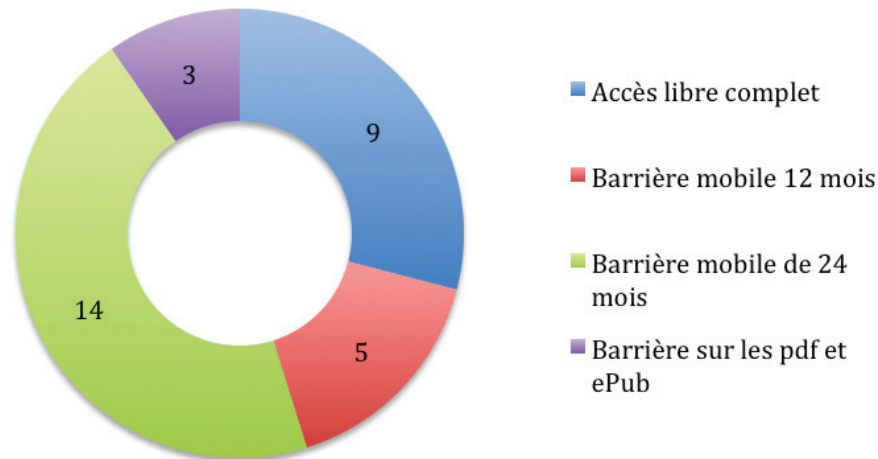
18 Les systèmes de suivi des manuscrits tels qu'Open Journal System (OJS) permettent la soumission, le suivi des évaluations des manuscrits, les échanges avec les auteur.e.s, évaluateurs/évaluatrices, rédacteurs/rédactrices, réviseur.e.s, etc. ainsi que la publication.

19 Plusieurs revues envisagent l'abandon de la version papier dans cette optique.

comme une diminution de l'offre aux abonnés. Plusieurs acteurs du milieu de l'édition savante sont actuellement en réflexion sur les meilleures façons de profiter de l'expansion du numérique tout en assurant la pérennité des revues.

Le monde de l'édition savante subit de fortes pressions pour effectuer un passage vers le numérique, mais aussi vers l'accès libre aux publications. Uniquement neuf revues étaient en libre accès complet en 2015. L'accès restreint (12 mois ou 24 mois) était le lot de la majorité (voir Figure 20).

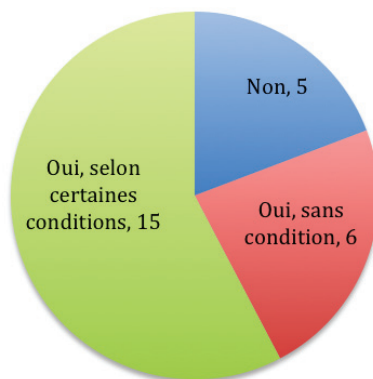
Figure 20. Libre accès au contenu des revues de l'échantillon (n=31)



Le passage au libre accès est un enjeu complexe qui oppose la volonté de diffuser plus largement les publications et la nécessité d'assurer une pérennité financière de la revue. Comme nous l'avons montré précédemment, les revenus de plusieurs revues sont dépendants des abonnements. Cette situation explique que la majorité des répondantes restreignent l'accès à leur contenu récent. Par ailleurs, nous avons demandé aux répondantes d'expliquer si elles envisageaient un passage au libre accès complet dans le futur. Sur les douze personnes ayant indiqué un commentaire, le tiers affirme que l'accès libre complet n'est pas envisagé pour des raisons financières. Cinq y réfléchissent, dont deux considèrent favorablement cette option pour des raisons de diffusion de la recherche, mais s'inquiètent des répercussions économiques. Enfin, une revue prévoit diffuser en libre accès complet. Les directions de revues reconnaissent que les ententes avec des diffuseurs tels qu'Érudit ainsi que les directives des grands organismes subventionnaires pourraient les obliger à modifier la durée de l'accès restreint ou encore obliger l'accès complet.

D'un autre côté, la majorité des répondantes permettent l'archivage des manuscrits sur des répertoires institutionnels, avec ou sans condition (voir Figure 21).

Figure 21. Permission aux auteur.e.s d'archiver leurs manuscrits sur des bases de données en libre accès (n=26)



De notre exposition des résultats, nous retiendrons que les revues sont fortement dépendantes économiquement de l'octroi de subventions gouvernementales et de revenus provenant de l'abonnement. Les revenus, dans de nombreux cas, sont nettement insuffisants pour couvrir les dépenses et plusieurs tâches reposent sur un travail non rémunéré. En outre, les revenus d'abonnement et l'absence de substitutions viables complexifient le passage vers le libre accès aux publications scientifiques. Finalement, les revues connaissent peu les divers outils numériques à leur disposition.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Pour conclure ce rapport, nous reviendrons sur certains de nos résultats en les comparant à ceux de deux études effectuées à la même période que la nôtre. L'étude de Paquin (2015) s'intéresse au contexte canadien tandis que celle de Contat et Gremillet (2015) concerne le milieu de l'édition savante en France.

En ce qui concerne le rapport de Paquin (2015), notre échantillon est similaire. En effet, 31 revues savantes au Québec²⁰ ont répondu à leur sondage dont 21 publient sur deux supports (papier et numérique). La proportion de revues ayant une barrière mobile de 24 mois est aussi la même. Selon leur étude, la moyenne des revenus annuels des revues en sciences humaines et sociales (incluant des revues dans les autres provinces canadiennes) est de 52 831\$ et des revues au Québec 55 635\$. Selon cette étude, environ 25% du revenu (soit 13 909\$) des revues au Québec provient des ventes. Dans le cas de notre étude, la vente d'abonnement procure un revenu allant de 2 000\$ à plus de 40 000\$ (moyenne de 17 712,5\$ et médiane de 13 934\$) et ces données ne concernent que 16 de nos 31 répondantes (voir la section Revenus et la Figure 10). Par contre, les revenus d'abonnements de notre recherche n'incluent pas le pourcentage qui pourrait être remis à des intermédiaires tels que des plates-formes de diffusion. Au niveau des dépenses, la moyenne des dépenses annuelles des revues en sciences humaines et sociales (incluant des revues dans les autres provinces canadiennes) est de 46 469\$ et de 50 819\$ pour les revues au Québec selon Paquin (2015). D'après les résultats de cette étude²¹, on pourrait conclure que les revues font des profits, alors que nos résultats montrent le contraire dans la majorité des cas. Malheureusement, l'étude de Paquin (2015) ne présente pas l'ensemble des données sur les revenus et les dépenses, rendant difficile la comparaison entre nos résultats respectifs.

Selon Paquin (2015), un peu moins de 50% des dépenses des revues en sciences humaines et sociales sont des salaires. En reprenant les dépenses moyennes dans leurs résultats (46 469\$), cela signifie que les revues canadiennes en sciences humaines et sociales dépensent moins de 23 000\$ par an en salaire; c'est-à-dire l'équivalent d'une vingtaine d'heures par semaine pour un.e étudiant.e de doctorat (23\$/heure) sans inclure d'avantages sociaux. C'est bien peu pour assurer l'ensemble des tâches d'édition. Le recours à des professionnel.le.s dont le taux salarial est plus élevé diminue le nombre d'heures pouvant être consacré, par semaine, au travail éditorial.

Pour comparer nos résultats au contexte français, nous avons analysé l'article de Contat et Gremillet (2015). Cette étude s'est intéressée aux coûts du travail éditorial dans les revues en sciences humaines et sociales en France. Les résultats proviennent d'un sondage auquel ont répondu 50 éditeurs. Pour évaluer ces coûts, les auteurs de cette recherche ont demandé le temps de travail consacré à chacune des tâches purement éditoriales (suivi des manuscrits, travail des textes, mise en page, diffusion, distribution). Dans le travail éditorial d'une revue, les tâches du secrétariat de rédaction occupent une large part. Ces tâches comprennent «[la] gestion des articles depuis leur sélection et leur expertise, [la] mise au

20 Toutefois, l'étude de Paquin (2015) inclut aussi des revues en sciences, technologies et médecines et la proportion des revues dans leur échantillon de revues québécoises n'est pas spécifiée.

21 Pour plus de détails sur les résultats de cette étude, consulter les pages 10 et 11 de Paquin 2015.

point des textes (réécriture, travail sur le sommaire, vérification et ajout de métadonnées, correction orthographique et typographique, mise aux normes, préparation de copie), [la] structuration pour [la publication] papier et/ou électronique.» (paragraphe 29) Leurs données concluent que le travail du secrétariat de rédaction est équivalent à 10,5 mois de travail par an et un coût salarial moyen de 42 000 €. Ce calcul est basé sur le salaire mensuel d'un ingénieur d'étude fonctionnaire s'élevant à 4000 €. Dans leurs calculs, le coût salarial par article le plus fréquent se situe entre 1 000 et 1 500 €. Ce coût par article est similaire à nos résultats basés sur le budget estimé par nos répondantes pour assurer le travail de la revue, soit un coût moyen par article de 2 665\$ (médiane = 2 500\$). Notre coût par article est légèrement plus élevé que les résultats de Contat et Gremillet (2015), mais il comprend l'ensemble des dépenses de la revue.

Le passage vers le numérique et éventuellement le libre accès est, pour plusieurs de nos répondantes, imposé par des contraintes externes telles que les exigences des grands organismes subventionnaires. À l'instar de nos résultats, Paquin (2015) conclut que le passage au libre accès complet, sans mesure compensatoire, mettrait en péril la survie de plusieurs revues qui dépendent de la vente d'abonnements.

Nos répondantes ne sont pas optimistes par rapport à l'avenir de l'édition savante francophone en sciences humaines et sociales. Selon eux, l'édition savante au Québec est «en danger», «précaire», «va mal», «en difficulté»... Cette situation est le résultat de divers facteurs tels que «la hausse des coûts», «la diffusion gratuite», le «manque de reconnaissance» et les revenus incertains des subventions octroyées par le biais de concours et la diminution du montant de celles-ci parallèlement à des contraintes d'octroi qui engendrent parfois des coûts supplémentaires²². Ainsi, «l'édition savante au Québec est de grande qualité, mais [elle] souffre actuellement d'une incapacité à prendre le virage numérique avec un modèle économique et des pratiques innovantes [...] [et elle] peine à prendre sa place dans un univers mondialisé». L'édition savante est «en pleine mouvance [et] les revues doivent s'adapter aux changements technologiques», mais elles ne sont pas appuyées et accompagnées dans la recherche de solutions. En outre, les programmes et politiques concernant «l'édition savante [sont élaborés] en l'absence des revues comme réel interlocuteur». Enfin, il existe un décalage entre les diverses sphères de la recherche puisque d'un côté le milieu de la recherche (universités et organismes subventionnaires) «exige de solides dossiers de publications des professeur.e.s, mais [il] soutient peu les revues savantes [d'un point de vue financier]». Dans notre exposition des résultats, nous avons clairement montré la précarité financière des revues de notre échantillon et que le milieu de l'édition repose, en grande partie, sur le travail bénévole. Malheureusement, l'«ampleur du travail accompli par les membres du comité de direction des revues n'est absolument pas reconnu, ni valorisé».

22 L'octroi de la subvention du FRQSC oblige les revues à diffuser leur contenu sur la plate-forme d'Érudit. La diffusion sur cette plate-forme engendre des dépenses de plusieurs milliers de dollars et un retour de revenu qui, dans plusieurs cas, engendrent un déficit (revenu d'Érudit – coût d'abonnement à la plate-forme). Depuis avril 2017, les frais d'Érudit sont couverts par une subvention directe du FRQSC à Érudit, mais cette situation a entraîné une diminution de la subvention aux revues subventionnés lors du concours de l'automne 2014. D'un autre côté, dans le cadre de cette nouvelle entente, les revues n'ayant pas reçues la subvention du FRQSC ne sont pas chargées pour diffuser leur contenu sur cette plate-forme.

À la lumière de nos résultats, nous proposons ci-dessous quelques recommandations pour renforcer et dynamiser le milieu de l'édition savante en sciences humaines et sociales.

1. Augmenter le soutien financier des revues et prendre en compte les différences des modèles éditoriaux (soutien des partenaires, libre accès, abonnements, etc.). L'augmentation du soutien financier est primordiale pour assurer la rémunération satisfaisante du travail accompli et permettre aux revues d'innover dans leur domaine.
2. Diversifier les modèles économiques à mettre en place en partenariat avec les revues. La diversification des modèles économiques est nécessaire pour réduire la dépendance aux subventions et aux revenus d'abonnements. Toutefois, cette diversification devrait être le fruit d'un travail impliquant les directions des revues afin que les solutions développées soient adaptées aux divers contextes d'édition. En outre, en partenariat avec les revues et en fonction des besoins du milieu, il pourrait être avantageux de trouver des manières de mutualiser les ressources.
3. Informer les revues des outils numériques qui peuvent faciliter leur travail. Nous avons démontré que les répondantes connaissent peu les outils numériques pouvant être utilisés dans le monde de l'édition. En outre, le manque de temps et de ressources limite les possibilités de formation du personnel et de mise à niveau des équipements informatiques.
4. Réfléchir à la pertinence d'intégrer l'usage des nouveaux modes de communication scientifique (balladodiffusion, carnet de recherche, etc.) pour accroître la diffusion des connaissances scientifiques. En effet, les développements technologiques permettent de diversifier les méthodes de communications pour rejoindre davantage de lecteurs. En fonction du domaine de recherche, certaines de ces nouvelles méthodes pourraient s'intégrer avantageusement aux activités des revues scientifiques.

Ces recommandations s'adressent à tous les acteurs concernés par le milieu de l'édition savante francophone en sciences humaines et sociales. Nous considérons qu'il est primordial que tous travaillent de concert et de manière collaborative pour développer des solutions efficaces et adaptées aux contextes diversifiés.

RÉFÉRENCES

- Buranyi, S. (2017, 27 juin). Is the staggeringly profitable business of scientific publishing bad for science? *The Guardian*. Récupéré de <http://www.theguardian.com/science/2017/jun/27/profitable-business-scientific-publishing-bad-for-science>
- Caza, P.-É. (2015, 16 mars). Révision des abonnements aux périodiques au Service des Bibliothèques | UQAM. *Actualités UQAM*. Récupéré le 13 juin 2018 de <https://www.actualites.uqam.ca/2015/bibliotheques-revision-des-abonnements-aux-periodiques>
- Contat, O. et Gremillet, A.-S. (2015). Publier : à quel prix ? Étude sur la structuration des coûts de publication pour les revues françaises en SHS. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, (7). Récupéré de <http://rfsic.revues.org/1716>
- Cope, B. et Kalantzis, M. (2009). Signs of epistemic disruption: transformations in the knowledge system of the academic journal. Dans *The Future of Academic Journal* (p. 13-61). Oxford : Chandos Publishing.
- Cope, B. et Phillips, A. (2009). *The Future of Academic Journal*. Oxford : Chandos Publishing.
- González Quirós, J. L. et Gherab, K. (2009). Arguments for an open model of e-science. Dans *The Future of Academic Journal* (p. 63-83). Oxford : Chandos Publishing.
- King, D. W. (2007). The cost of journal publishing: a literature review and commentary. *Learned Publishing*, 20(2), 85-106. <http://dx.doi.org/10.1087/174148507X183551>
- Lawson, S. (2015). « Total cost of ownership » of scholarly communication: managing subscription and APC payments together. *Learned Publishing*, 28(1), 9-13. <http://dx.doi.org/10.1087/20140103>
- Paquin, É. (2015). Bâtir un avenir commun: Enquête sur la réalité socio-économique des revues savantes canadiennes et aperçu du modèle de partenariat pour la diffusion en libre accès. Récupéré de http://www.erudit.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/public/documents/etude_socio-economique_revues_savantes_canadiennes.pdf
- Phillips, A. (2009). Business models in journals publishing. Dans *The Future of Academic Journal* (p. 87-104). Oxford : Chandos Publishing.
- The Budapest Open Access Initiative. (2002). Budapest Open Access Initiative | BOAI15. Récupéré le 13 juin 2018 de <http://www.budapestopenaccessinitiative.org/boai15-1>
- Van Noorden, R. (2013). The true cost of science publishing: Cheap open-access journals raise questions about the value publishers add for their money. *Nature*, 495, 426-429.
- Willinsky, J. (2004). Scholarly Associations and the Economic Viability of Open Access Publishing. *Journal of Digital Information*, 4(2). Récupéré de <https://journals.tdl.org/jodi/index.php/jodi/rt/prINTERfriendly/104/103>

